

L'ÉGALITÉ



"Le sens réel du mot d'ordre d'égalité ne peut résider que dans l'abolition des classes sociales" LENINE

Journal de la Gauche révolutionnaire

Section française du Comité pour une Internationale ouvrière (CIO / CWI)

Sommaire

Page 2

La Poll-Tax : lutte qui a fait tomber Thatcher

Page 3

Où vont le PS et le PCF ?

Nouvelles attaques de Sarkozy

Pages 4-5

Lutte des sans papiers

Le gouvernement précarise les précaires !

L'Education encore visée

Quelles perspectives pour le NPA ?

Page 9

Casse du Bac et de l'Education

Pages 10 et 11

Ossétie, USA, Pologne, Italie Afghanistan

L'ÉGALITÉ

Mensuel édité par
La Gauche révolutionnaire

Directeur de Publication :
Alex Rouillard

Rédacteur en chef :
Yann Venier

Comité de rédaction :

Virginie Prégny

Lise de Luca

Olaf Van Acken

Leila Messaoudi

Marie-José Douet

Conception graphique :
Yann Venier

Imprimerie :
Rotographie

Tirage :
3000 exemplaires

Date de bouclage :
09/09/2008

Commission paritaire :
0803 P 10970

Ce n'est pas à nous de payer la crise des capitalistes

Augmentez les salaires, pas les actionnaires !

Pour une lutte tous ensemble contre Sarko-Fillon et le patronat!

Les dernières déclarations du gouvernement, tout comme celles de nombreux politiciens du centre ou de "gauche" sont un tissu de mensonges et de malhonnêteté. Rien de très étonnant, on ne peut servir le capitalisme sans une bonne dose d'hypocrisie.

Les mesures de Sarkozy n'ont profité qu'aux riches. Le gouvernement continue à prétendre que sa politique est aussi pour le reste de la population. Mais la hausse du coût de la vie, la stagnation des salaires, la montée de la précarité... viennent chaque jour démontrer le contraire.

Sans rire, Laurence Parisot, présidente du Medef, demande que la contribution "transport" des entreprises ne soit pas étendue à l'ensemble des salariés, pour ne pas "pénaliser plus lourdement les entreprises". Avec 97 milliards d'euros de bénéfices en 2007, et en 2006, des résultats au 1er semestre montrant une nouvelle hausse des profits (8,5 milliards d'euros rien que pour Total), ce n'est pas la crise pour tout le monde. Renault annonce 4 000 suppressions d'emploi, mais a fait 2,7 milliards d'euros de bénéfices en 2007. Où sont passés ces milliards ? dans les poches des capitalistes, bien aidés par les mesures du gouvernement Sarko-Fillon. La dernière sortie de Sarkozy, prétendant taxer le capital pour financer le RSA (qui est avant tout une mesure visant à imposer des emplois sous payés pour les précaires) est une montagne de mensonge : seuls seront taxés les petits épargnants, les riches étant protégés par le "bouclier fiscal" mis en place en 2007 et limitant à un maximum de 40% la taxation de leurs revenus.

La récession économique s'annonce et menace

les conditions de vie et de travail de millions de personnes

C'est sans plus d'explication que Fillon ou la ministre de l'économie, Lagarde, renvoient à la baisse les pronostics pour l'économie. Autour de 1% de croissance a dit Fillon, autrement dit, certainement moins, et même une possible récession, avec ce que cela va signifier de licenciements, stagnation des salaires... Déjà aux Etats Unis, le nombre officiel de chômeurs a augmenté de 1,7 millions en un an en chiffres officiels. Mais les seules mesures que prennent les ultra libéraux du gouvernement Bush, c'est le sauvetage, pour 200 milliards de dollars, de deux grandes agences financières. Libéraux pour les travailleurs, interventionnistes pour leurs amis capitalistes.

En France, on ne peut croire Lagarde lorsqu'elle dit qu'elle sera "vigilante" par rapport aux suppressions d'emplois à Renault, ni quand elle dit que le gouvernement fera respecter la mission de service public de la Poste et le statut du personnel quand son capital sera ouvert. Ce sont les mensonges nécessaires pour faire passer la pilule. Et le PS joue le jeu, préférant ses petites querelles internes et ne critiquant surtout pas le fond de la politique du gouvernement.

Les travailleurs doivent compter que sur eux-mêmes. Le Nouveau Parti anticapitaliste initié par Besancenot est une véritable occasion de construire un parti qui permette réellement de construire nos luttes, de redonner confiance aux travailleurs, et de construire une véritable alternative au capitalisme : le socialisme.

Pages centrales :

**Alors que la crise approche, un plan de riposte
des travailleurs est nécessaire**

M 04125 - 133 - F: 1,50 € - RD





La Poll Tax : les leçons de la lutte qui a fait tomber Thatcher

NON A LA POLL TAX»
«scandaient plus de 200 000 manifestants à Londres le 31 mars 1990. A travers toute la Grande-Bretagne, le peuple était descendu dans la rue pour manifester contre Thatcher et sa poll tax en disant : «On ne paye pas !». C'était «La Manif» et Thatcher vacillait.

En 1987, les Conservateurs avaient été réélus sur la promesse de mettre en place la poll tax (un impôt par capitation, c'est à dire par tête, le même pour tous) avec la volonté délibérée de s'attaquer encore davantage aux pauvres au bénéfice des riches, tout en amputant les budgets des collectivités locales. Ils étaient plein d'assurance, mais en trois ans, les choses allaient changer.

D'abord en Ecosse, puis à travers l'Angleterre et le Pays de Galles, une campagne de masse de refus du paiement de la taxe s'organisa, conduite par la All Britain Anti-Poll Tax Federation, surnommée la Fed, dirigée par des membres de Militant, l'organisation britannique du CIO. Des millions de personnes ne pouvaient tout simplement pas se permettre de payer la taxe. Mais invoquer leur pauvreté ne pouvait suffire à contrer cette taxe. Il fallait s'organiser pour lutter et ce fut la Fed qui joua ce rôle, pour soutenir tous ceux qui refusaient de payer. Au sommet de sa puissance, elle regroupait plus de 2000 associations, syndicats et autres groupements sous sa bannière. Avant le 31 mars, la plupart des collectivités locales, y compris travaillistes, avaient commencé à mettre en place la poll tax, et les politiciens de tous bords, même de gauche comme le SWP, les journalistes et analystes, déclaraient que le non-paiement était une erreur. Pourtant en 1990, il y avait 18 millions de personnes qui refusaient de payer la taxe.

La taxe avait d'abord été testée en Ecosse en 1989, mais en mars 1990 une campagne d'opposition avait contraint les autorités locales à reculer. Les conservateurs étaient menacés : même leurs supporters locaux avaient commencé à défiler contre la taxe.

Tel était le contexte de la manifestation du 31

mars. La journée débuta pacifiquement alors que des milliers de personnes se rassemblaient. Ils représentaient l'aboutissement d'un mouvement de masse construit durant plus d'une année. La Fed avait contribué à organiser ces milliers de militants ouvriers qui convergeaient vers Londres dans plus de mille cars. Plus de 100 000 londoniens étaient aussi présents. Au premier rang, la jeunesse ouvrière. L'atmosphère était électrique. En milieu d'après-midi, tout le centre de Londres était rempli de manifestants.

Le gouvernement conservateur et sa police ne pouvaient tolérer ce qui ressemblait de plus en plus à un pouvoir populaire. Plus de 200 000 personnes manifestaient pacifiquement et dans la bonne humeur, pourtant la police les attaqua pour tenter de briser ce mouvement. Une décennie de thatcherisme n'avait pas seulement rendu la pauvreté courante, elle avait aussi fait des attaques policières brutales contre les manifestations un aspect habituel de la vie britannique. Les mineurs, les ouvriers du livre, les étudiants et les autres travailleurs avaient vu beaucoup de leurs manifestations pacifiques attaquées par de violents assauts policiers. La police de Londres était sans égale dans ce genre de pratiques et déclencha vers 16 heures une attaque non provoquée.

Des chevaux piétinèrent des manifestants, des voitures et des fourgons foncèrent dans la foule, pendant que la police anti-émeutes frappait indifféremment à coups de matraques. Attaqués de tous côtés, les manifestants essayaient de se défendre. Les médias essayèrent de cacher ou déformer ce qui s'était passé, mais des dizaines de milliers de témoins avaient vu les brutalités policières de leurs propres yeux. Et des millions d'autres virent ces images à la télé, comme celle de cette femme fauchée par la charge des chevaux de la police et sauvée par de courageux manifestants.

Les violences policières et les troubles continuèrent tard dans la nuit et à cette occasion des magasins furent pillés. Ces pillages reflétaient la colère et le désespoir de ces jeunes contraints à la misère et voyant l'opulence de ces quartiers de nouveaux riches qui avaient bâti leur richesse sur l'exploitation dans les années 80. La Fed n'avait jamais défendu les émeutes ou les pillages comme un moyen de mener la lutte anti-poll tax, mais ses dirigeants de Militant (l'actuel Socialist Party) comprenait parfaitement que les frustrations contre Thatcher, la poll tax et la police pouvaient parfois exploser de cette façon.



La manifestation du 31 mars 1990, qui a été attaquée par la police

En quelques heures, Thatcher, les députés travaillistes et les médias tentèrent d'utiliser ces émeutes comme prétexte pour attaquer le mouvement anti-poll tax. Mais cette fois, leur tactique se retourna contre eux.

Cependant, la Fed devait répondre en pratique aux conséquences de «La Manif». La police avait organisé «l'Opération Carnaby» pour arrêter et emprisonner le maximum de manifestants, dont la défense devenait une priorité. Plus de 500 personnes furent arrêtées à l'occasion de la manif. Tous avaient besoin d'aide : assister aux jugements, trouver des avocats, lever des fonds. C'était une tâche gigantesque que menait la Fed, continuant à montrer l'injustice des sentences prononcées par des juges revanchards.

Le succès de la manif avait renforcé la bataille contre la poll tax. Le non-paiement était toujours à l'ordre du jour et devait être maintenu. Le 1er juin, plus de 2000 habitants de l'île de Wight assistèrent au premier procès de la poll tax. La séance fut interrompue et plus de 1800 cas furent relaxés. La scène se répéta partout en Angleterre et au Pays de Galles, alors que des dizaines de milliers de «non-payeurs» bloquaient les tribunaux.

En quelques semaines, les associations anti-

poll tax chassèrent les huissiers partout où ils pointaient leur nez. Le mot d'ordre était : «Les huissiers n'ont aucun droit légal pour entrer». Chaque tentative d'arrestation d'un non-payeur était combattue bec et ongles par la Fed.

La victoire finale arriva le 22 novembre quand Thatcher sortit en pleurant du 10 Downing Street : une fin qui allait bien à celle dont la politique avait causé le malheur des travailleurs et de leur famille.

Moins de huit mois après l'instauration de la poll tax, la campagne de masse de la Fed dirigée par Militant avait contraint les conservateurs à la retirer. Beaucoup de leçons peuvent encore en être tirées, la plus importante étant que des luttes de masse peuvent être organisées et vaincre les gouvernements. La manif cristallisa tout le mécontentement de la Grande-Bretagne sous Thatcher. La Fed donna la parole et une direction aux travailleurs. Ils avaient suffisamment souffert pour combattre le gouvernement de Thatcher et le vaincre. C'est ce que nous apprend le 31 mars 1990.

Article du Socialist Party (section britannique du CIO) traduit de l'anglais par Pascal Grimbart.

Ce pour quoi nous nous battons

Le capitalisme mondialisé offre des perspectives peu réjouissantes pour la majorité de la population de la planète. Les guerres deviennent un moyen régulier de contrôler le devenir de millions de personnes. La misère et la précarité s'étendent et avec elles leur cortège de haines entretenues, d'exclusions et de divisions auprès des travailleurs et des jeunes. Le capitalisme fondé sur l'inégalité, la dictature du patronat et des marchés financiers se traduit par un effroyable gâchis humain et écologique.

En France, l'arrivée triomphale au pouvoir de Sarkozy et de Fillon leur permet de parachever le travail de casse des services publics et de rentabilisation commencé par la Gauche Plurielle, Raffarin et Villepin. Tout cela sur fond de guerre sociale contre "les marginaux" et les pauvres !

Ce n'est certainement pas en se tournant à nouveau vers les dirigeants de l'ancienne Gauche plurielle que nous pourrions réellement riposter aux attaques patronales et gouvernementales coordonnées au niveau européen. C'est en s'opposant sans concession au capitalisme, aux licenciements, en cherchant à unifier le combat des jeunes, des chômeurs, des salariés et des retraités que nous avancerons. Cet objectif ne peut être atteint que par la lutte coordonnée de tous et toutes. C'est ainsi que la classe ouvrière a imposé et gagné les congés payés et les retraites... aujourd'hui attaqués.

Pour cela, la Gauche révolutionnaire se bat au quotidien pour informer sur les attaques, mobiliser et contribuer à développer les luttes actuelles locales, nationales et internationales.

Nous défendons

Un emploi décent pour tous : Non aux licenciements, maintien de chaque emploi, réquisition sous le contrôle des travailleurs des entreprises qui licencient, transformation de tous les emplois précaires en emplois stables et statutaires. Non aux lois Aubry et Fillon, pour une vraie réduction du temps de travail : sans flexibilité, sans annualisation, sans gel des salaires ni cadeau au patronat, et avec embauches correspondantes. Retraite, avec revalorisation du montant, à 55 ans et après 37,5 annuités pour tous, chaque départ compensé par une embauche. Aucune radiation, indemni-

nisation de tous les chômeurs. Non à la privatisation du service public de l'emploi (ANPE) Augmentation de tous les salaires et minima sociaux de 300 euro, le SMIC à 1500 euro, pas de salaire inférieur au SMIC. Contrôle sur l'embauche et les conditions de travail par les travailleurs et leurs organisations syndicales.

Des services publics réellement au service de la population : Non aux privatisations et aux ouvertures de capital, abrogation de tous les plans de démantèlement des services publics. Nationalisation ou municipalisation sous le contrôle et la direction des travailleurs de tous les services privatisés. Embauche massive de personnel dans tous les services publics. Pour une sécurité sociale gérée par les travailleurs au moyen de comités démocratiquement élus.

Contre le racisme et la répression: Non aux lois sécuritaires, non aux lois Sarkozy et Perben ! Abrogation des lois Pasqua-Debré-Chevènement, régularisation de tous les sans papiers avec carte de 10 ans, fermeture des camps de rétention. Pour les pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés : droit de vote, à l'éducation, à la santé, au travail... Liberté de circulation pour tous, non à l'Europe de Schengen.

Contre l'oppression des femmes : à travail égal, salaire égal, contre les discriminations et le temps partiel imposé, contraception libre et gratuite, avortement libre et gratuit pour toutes, contre toutes les violences faites aux femmes.

Pour la jeunesse : un enseignement gratuit, public et laïque, pour que chacun ait les moyens de faire les études qu'il souhaite. Pour de vrais emplois, pas des stages bidons, dès la sortie des études, et à défaut une allocation égale au SMIC

Pour une écologie qui rompe avec le capitalisme : développement des moyens de transport non polluants, taxation des entreprises qui polluent, gratuité des transports en commun, pour le développement des énergies renouvelables etc.

Contre l'impérialisme : annulation de la dette du Tiers monde, levée du blocus sur Cuba, arrêt de l'occupation de l'Irak et de l'Afghanistan, retrait de toutes les troupes. Contre l'OTAN, l'ONU, le FMI et tous les organismes impérialistes. Pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes

Contre l'Europe de Maastricht et du traité de Nice, pour l'Europe des luttes et des travailleurs

Contre ces pseudo-démocraties et leurs affaires politico-financières : La V^{ème} république avec ses élus au dessus des lois et de tout contrôle par la population, ses institutions antidémocratiques (Sénat, Conseil constitutionnel, présidence de la République...), devra être renversée. Paiement des élus au salaire moyen d'un travailleur, révocabilité des élus. Elections à la proportionnelle.

Pour un nouveau parti des travailleurs :

Pour en finir avec le système capitaliste, les travailleurs et les jeunes doivent s'organiser par eux-mêmes, se doter d'une force politique capable de défendre et de faire gagner les intérêts du plus grand nombre.

Ce combat ne peut se limiter à quelques poignées de militants, il doit s'étendre et permettre de poser les bases de la construction d'un parti qui défendra réellement les travailleurs et les jeunes, où ils pourront s'organiser et trouver leur place dans le combat contre le capitalisme. La Gauche révolutionnaire s'efforce de contribuer à la naissance d'un tel parti en France. Parce que ce combat est mondial, la Gauche Révolutionnaire est membre du Comité pour une Internationale ouvrière présent dans plus de 37 pays sur les 5 continents.

" Pour une société démocratique socialiste "

Pour un gouvernement démocratique par et pour les travailleurs, vers une société garantissant un emploi et un logement décent, la santé, l'éducation, la culture etc. pour tous !

La Gauche révolutionnaire lutte pour un monde débarrassé de la misère et de l'exploitation. Un monde où l'économie sera organisée démocratiquement par les travailleurs eux-mêmes pour satisfaire les besoins de tous. Pour cela, il faut en finir avec le capitalisme et sa loi du profit. C'est par le socialisme, qui n'est ni celui des social-démocraties d'Europe, ni le Stalinisme de l'URSS, par une révolution qui permettra la nationalisation ou la réquisition sous la direction et le contrôle actif des travailleurs des principaux secteurs de l'économie, la planification démocratique de celle-ci en fonction des besoins de tous, que pourra commencer à se mettre en place cette nouvelle société.



Le gouvernement accélère les attaques sur fond de récession économique.

Ce n'est pas à nous de payer leur crise !

La rentrée sociale et économique se déroule sur fond de recul du PIB en France et au niveau européen. Les conséquences de la crise des crédits immobiliers aux États-Unis l'été dernier touchent l'Europe, contrairement aux mensonges du gouvernement l'année dernière. Cela se traduit concrètement par une augmentation des prix, en particulier de l'alimentaire et de l'énergie et une forte augmentation de l'exploitation ces dernières années, marquée par le recul des salaires.

Le rôle de l'Union européenne, présidée par la France en ce moment, va encore plus clairement apparaître : coordonner les politiques néolibérales alors que la crise a déjà commencé à frapper. C'est dans ce cadre que la première réaction du gouvernement a été de confirmer une accélération de ce qu'il appelle les «réformes», en réalité des attaques contre les travailleurs et les jeunes.

On ne veut pas de prime ou d'heures sup', on veut de vraies augmentations de salaire!

Les mesures du soi disant «président du pouvoir d'achat» ne sont en fait que plus de cadeaux aux patrons et plus d'exploitation pour les travailleurs, surtout dans un contexte de récession économique qui menace. Les entreprises commencent déjà à licencier et à limiter leur production, alors il y aura de moins en moins d'heures sup à répartir ou de RTT à racheter. Une des prochaines mesures concernera l'intéressement aux salariés, c'est à dire la possibilité pour les entreprises de reverser des miettes de leurs énormes profits aux travailleurs. Déjà aujourd'hui ce sont les actionnaires qui sont prioritaires, alors si la récession se confirme ce sont plutôt des vagues de licenciements qui attendent les travailleurs pour maintenir les dividendes des actionnaires.

Le RSA : une mesure sociale ??

Sarkozy n'est pas à cours de populisme et de démagogie, la mesure phare de son gouvernement pour la rentrée est le RSA (Revenu de Solidarité Active). Quand les capitalistes parlent de solidarité il faut toujours se méfier et le RSA n'échappe pas à la règle. Il est présenté comme un supplément de revenu versé aux personnes recevant le RMI et L'API (Allocation Parent Isolé) et reprenant un emploi, même à temps partiel.

Cela va amener à une multiplication des «petits boulots» subventionnés. Les salaires en France sont plutôt bas, le salaire moyen est inférieur à celui de l'ensemble de la zone Euro, selon Eurostat. Le RSA va encourager les patrons à offrir de bas niveaux de salaire, puisque un complément sera versé par l'État, pourquoi paieraient-ils des salaires décents? De plus, il va obliger à reprendre un emploi quel qu'il soit, même sous-payé, même précaire, même à temps très partiel (comme pour les chômeurs). Enfin, c'est un peu une manière d'en finir avec le SMIC. Si une entreprise décide de supprimer un poste à temps plein pour le remplacer par trois tiers temps, elle gagne en flexibilité sans que cela ne lui coûte rien de plus, elle

n'aura même pas à payer les travailleurs au SMIC. C'est donc un véritable cadeau au patronat une fois de plus.

Destruction des services publics = dégradation des conditions de vie

Les maîtres mots du gouvernement sont «augmenter la compétitivité» et «réduire le déficit public». Concrètement cela veut dire offrir au patronat encore plus de secteurs pour faire des profits en détruisant les services publics. La suppression de 30000 postes de fonctionnaires est prévue cette année ainsi que la transformation de La Poste en Société Anonyme (c'est à dire en société privée). Dans la santé le carnage continue avec la suppression de services non rentables, et la mise en place des agences régionales de santé. Enfin, une «réforme» de l'assurance maladie est prévue avec en particulier une augmentation des cotisations des mutuelles et assurances. Petit à petit les charges liées à la vie de tous les jours (santé, éducation, transport, énergie...) pèsent encore plus sur les individus et met en place une société où on sera soigné, éduqué, chauffé... en fonction des se moyens financiers, alors que les salaires baissent.

Il faut une lutte tous ensemble pour stopper ce gouvernement !

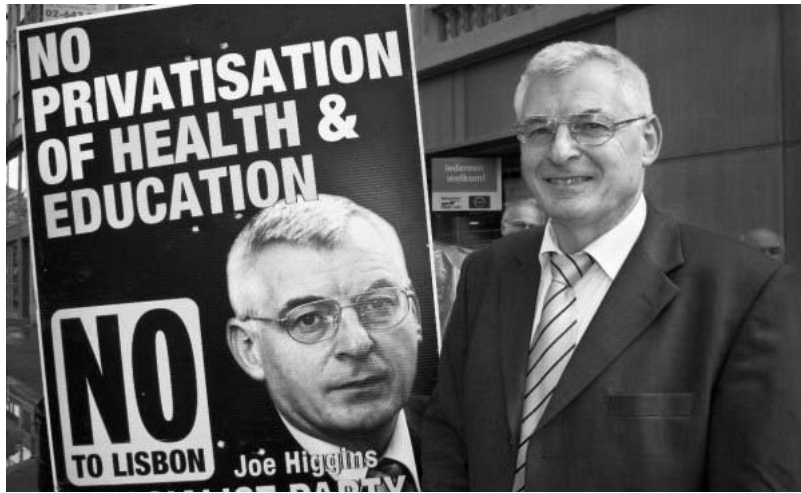
La situation actuelle montre de plus en plus qu'on ne peut pas concilier des super profits pour le patronat et une vie décente pour tous.

Tous les secteurs sont touchés, il faut donc une réponse d'ensemble. Alors que les capitalistes vont se coordonner pour faire face à la crise il est d'autant plus important que les travailleurs se coordonnent aussi. Il y a eu de nombreuses journées de grève l'année dernière pour des augmentations de salaire, contre les restructurations des services publics, contre les licenciements et suppressions de postes... mais on a bien vu que chacun de son côté on n'arrive à rien d'efficace. On ne peut pas compter sur les directions de syndicats, qui rampent aux pieds du gouvernement pour éviter tout conflit et ainsi garder leur place privilégiée. Mais la colère gronde un peu partout et des journées de grève auront lieu en septembre et octobre. Elles ne doivent pas être des journées sans lendemain, mais un avertissement au gouvernement qu'on ne va pas se laisser faire sans réagir. C'est en préparant ces journées comme des points d'appui vers une grève d'ensemble des travailleurs, jeunes et chômeurs contre toute la politique de Sarkozy que l'on pourra organiser une riposte à la hauteur des attaques.

Il faut une stratégie pour contrer l'obstacle des directions des syndicats et développer des luttes contrôlées par les travailleurs eux mêmes. Pour cela nous avons besoin d'un outils politique, un parti des travailleurs dans lequel les débats sur la stratégie pour les luttes, les liens entre travailleurs de différents secteurs et des discussions sur l'alternative au capitalisme peuvent avoir lieu de façon démocratique. La Gauche révolutionnaire intervient dans les luttes des travailleurs et de la jeunesse en proposant des axes concrets de lutte à tous ceux qui veulent en finir avec ce système ; c'est pourquoi nous participons activement aux comités pour un nouveau parti anticapitaliste, initiés par la LCR. La période à venir sera décisive pour que naisse un vrai outils de lutte pour les travailleurs, le NPA devra faire la preuve qu'il peut poser les bases pour cela.

Alors, sans attendre, nous invitons tous ceux qui partagent notre analyse à nous contacter pour discuter et militer avec nous.

Virginie Prégny



Joe Higgins ex député irlandais du Socialist party (notre organisation soeur) a été à la tête du mouvement contre le «mini traité» de Lisbonne qui instaure encore plus de concurrence entre les travailleurs. Avec la présidence de l'UE, Sarkozy aura pour tâche de concilier les intérêts des capitalistes pour faire face à la crise en coordonnant les attaques néo-libérales.

Congrès du PS et du PCF : le PS à la dérive, le PC dans son sillage

A quelques semaines des congrès du PS et du PC qui auront lieu en novembre et décembre 2008, la dérive droitiste de ces organisations se confirme. D'un côté, on assiste à une bataille ouverte entre dirigeants du PS pour la direction du parti et de l'autre, le PC qui ne porte plus d'alternative, se retrouve dans une impasse.

Où est l'opposition ?

Lors de sa première année au pouvoir, Sarkozy n'a pas eu trop à craindre du côté de «l'opposition», représentée par les partis de gauche traditionnels. En effet, il a pu mener à bien son programme d'attaques contre les travailleurs et les jeunes sans trop de difficulté. Bien sûr, il y a eu quelques critiques sur la forme, la méthode... mais rien de plus. Mais cela n'est pas étonnant surtout de la part du PS dont les dirigeants sont en grande partie en accord avec la politique libérale du gouvernement.

Cela s'est d'ailleurs traduit plus clairement avec l'adoption le 14 juin de la déclaration de principe du PS qui adopte l'économie sociale de marché et renforce l'ouverture libérale de ces dernières années et confirme ainsi la mutation du PS en parti bourgeois. Nombreux sont les exemples qui ont illustré cette orientation l'année dernière : Strauss Khan à la tête du FMI, les Kouchner et Besson participant au gouvernement, l'accord avec le gouvernement Sarkozy sur l'adoption du mini traité européen...

Bref, accepter et gérer le capitalisme n'est plus un problème pour le PS.

Et si en même temps, les ténors opportunistes avides de pouvoir peuvent tirer la couverture à eux, alors tout va pour le mieux !

Mais de telles attitudes n'ont fait que discréditer le PS auprès des travailleurs et des jeunes qui ne voient plus dans ce parti un outil de riposte contre la politique capitaliste.

Et pour cause, aucune réponse claire n'a été formulée concernant la situation de crise économique, les préoccupations sur le pouvoir d'achat...

Même sur la situation en Afghanistan et la mort de soldats français en Août dernier, la réponse du PS se résume par la phrase de Cambadélis en ouverture de l'université d'été du parti socialiste à La Rochelle :

«s'il n'est pas question de partir d'Afghanistan, il n'est pas non plus question de rester... ? Difficile d'être plus confus... N'oublions pas tout de même que c'est sous le gouvernement Jospin que les premières trou-

pes françaises ont été envoyées en Afghanistan.

Au sortir de l'université d'été, quatre candidatures au poste de secrétaire national semblent se profiler (Royal, Delanoé, une alliance Aubry-Fabius, et Moscovici). Il paraît donc difficile que la fameuse synthèse statutairement recherchée soit obtenue. Les plus libéraux, dans la ligne hollandaise, comme Royal ou Delanoé et ceux qui se réclament plus à gauche comme Aubry ou Fabius, sont à la recherche d'une majorité stable. Chacun veut tirer son épingle du jeu et pour cela, tous les coups sont permis. Ainsi les amis d'hier sont devenus les pires ennemis, à l'image de Moscovici, lâché récemment par Montebourg et Cambadélis qui avait pourtant fait mine de le soutenir.

Bref, sous le soleil de La Rochelle, dans le microcosme de la direction du PS, les dégâts de la politique de Sarkozy et l'annonce des prochaines attaques ne semblent pas préoccuper les esprits outre mesure...

Le PC toujours en crise

Même après s'être compromis en participant au gouvernement de la Gauche plurielle sous Jospin, le PC continue de faire les yeux doux au PS. La direction du PC poursuit sa politique : tenter de tirer le PS vers la gauche pour s'opposer à la droite et à Sarkozy. Mais dans les faits, on a plutôt l'impression que c'est le PS qui tire le PC vers la droite.

Les déclarations de M.G Buffet, lors de l'université d'été du PC fin août semblent confirmer ce virage à droite. Elle fixe l'ambiance pour le congrès de décembre : «Certains parlent de métamorphoser le parti, d'autres de le transformer, je ne sais pas quel mot il faut choisir : tout est bon du moment que ça bouge, pour un parti bien ancré dans le monde d'aujourd'hui».

Réunissant seulement 400 militants (ce qui est faible pour le troisième parti français en terme d'adhérents), l'université d'été du PCF a confirmé la situation de crise de ce parti sans qu'aucune ligne claire n'ait été définie et l'écart croissant entre les positions de la direction et de certains militants. Mais il n'y a rien à attendre des textes du des opposants à la ligne Buffet pour le congrès de décembre.

A ce jour, les seules initiatives prises sont l'organisation le 26 septembre d'une marche pour les salaires appelée uniquement par le PC et qui ne tient pas compte des mobilisations sociales prévues dans la même période, et la participation aux «forums de l'alternative» initiés par le PS, avec les Verts.

Une chose est sûre, c'est qu'il n'y a rien à attendre de la part de ces organisations pour s'opposer à Sarkozy et aux capitalistes. Pour défendre leurs intérêts, les travailleurs devront se forger leur propre outil, un parti de lutte contre le capitalisme et pour le socialisme.

Lise de Luca

L'Égalité vous a plu ? vous voulez être sûr(e) de lire chaque numéro ? N'hésitez plus :

ABONNEZ-VOUS

je souhaite m'abonner au journal L'Égalité (10 numéros = 12 euros, étranger et abonnement de soutien = 20 euros, chèque à l'ordre des "Amis de L'Égalité")

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

à retourner à :

**Les amis de l'Égalité, 82, rue Jeanne d'Arc
centre 166, 76000 Rouen**



Des papiers pour tous les sans papiers, même intérimaires, à temps partiel ou isolés.

Près des deux tiers des travailleurs sans-papiers entrés en grève depuis le début de l'année pour obtenir leur régularisation, le plus souvent avec la CGT, ont déjà obtenu gain de cause. La lutte continue pour ceux qui attendent encore la carte d'un an et elle va démarrer prochainement pour une troisième grande vague d'occupation des lieux de travail ou des sièges sociaux.

Près d'un millier de régularisations en ce début septembre, c'est nettement moins qu'il y a 2 ans lors de la campagne de RESF pour les parents d'enfants scolarisés : plus de 6000 demandes satisfaites au total, mais sur plus de 24000 dossiers déposés. Là, il n'y a pour le moment que 1500 travailleurs à s'être mis en grève pour leur régularisation sur la base du travail et tous les dossiers n'ont pas été déposés en préfecture, soit parce que les patrons traînent les pieds pour fournir les contrats de travail ou les attestations nécessaires, soit parce que les préfets refusent de prendre les demandes des intérimaires ou des travailleurs à temps partiel.

On sait que les principaux secteurs affectés par la grève sont la restauration, le nettoyage, la construction-démolition et les services à la personne. La victoire a été rapide et totale dans les lieux fréquentés par Sarkozy et les grands de ce monde. Dans d'autres lieux plus ou moins médiatisés ou à forte visibilité, elle a fini par venir («Chez Papa» dans le Xème, voir l'Egalité n° 132) ou n'est pas encore complètement acquise («Bistrot romain» des Champs Elysées). Mais dans les lieux de travail situés au milieu de zones industrielles où la

presse ne se bouscule pas pour aller faire ses reportages, les succès se font parfois attendre.

C'est du côté des femmes que les obstacles sont les plus grands parce qu'elles sont souvent isolées, à temps partiel et peuvent difficilement faire grève (garde d'enfant ou de personnes âgées, etc). Les associations Droits Devant !! et Femmes Egalité (rien à voir avec notre journal) qui travaillent avec la CGT tout spécialement dans ce domaine comptent pour le moment moins de 20 régularisations pour 90 demandes...

Dans le secteur du nettoyage, où se pose souvent le problème des temps partiels, la lutte avait pris une forme originale : l'occupation du Syndicat patronal à Villejuif (94) mais une décision de justice a délogé les grévistes : il paraît que leur présence perturbait les cours de formation des apprentis...

Pour les intérimaires, il faut contourner le blocage préfectoral en obtenant des entreprises utilisatrices la requalification des contrats d'intérim en contrats maison. Parfois, ça marche : A Viry-Chatillon (91) le groupe du BTP Fayat (Urbaine de travaux et autres filiales) a déjà requalifié 24

contrats et 10 salariés ont déjà leur carte de séjour. Espérons que les 88 de chez man BTP qui campent, eux, devant le siège de leur boîte d'intérim dans le Xème réussiront la même opération.

Dans le secteur de la démolition, l'excursion des grévistes de BMS de Nanterre (92) sur le domaine de leur patron en Anjou a été bien relatée par la presse locale ce qui a éclairé cette partie de la France profonde sur ce qu'il y a derrière les notables qui se présentent comme des mécènes. Fin juillet, sur les 46 grévistes, 37 ont été régularisés mais 9 ont reçu une OQTF (Obligation de Quitter le Territoire Français). L'occupation continuait pour la régularisation des 9 lorsque, le 3 septembre, la CGT a vivement encouragé les grévistes à retirer le piquet de grève. Coïncidence malheureuse, le même jour, l'Humanité annonçait la décision du Tribunal de faire évacuer l'entreprise Griallet de Montreuil (93) où 19 collègues de la démolition venaient eux aussi de dépasser les 100 jours de grève...

Par delà ces incidents de parcours, par delà la très faible implication de Bernard Thibault et de la plupart des dirigeants de la CGT, il faut retenir que la grève a déjà payé, que la lutte continue et se développe sous diverses formes, que des centaines de travailleurs qui n'avaient jamais participé à l'action syndicale s'y sont courageusement impliqués et que des milliers de travailleurs français voient maintenant d'un autre œil ces ouvriers et se rendent compte qu'en réclamant leur régularisation et leurs droits sociaux, ils s'opposent à la dégradation générale des conditions de travail et des rémunérations.

Jacques Capet

L'Offre Raisonnable d'Emploi ou comment précariser encore plus... les précaires.

Le projet de loi, adopté au Sénat le 25 juin dernier, est une nouvelle attaque contre les chômeurs : en effet, ce projet prévoit la radiation pour 2 mois des chômeurs inscrits à l'ANPE et à l'ASSEDIC qui refuseraient 2 offres «raisonnables» d'emploi.

Jusqu'à maintenant la loi prévoyait déjà la possibilité de radier les chômeurs qui refusaient de postuler sur des offres que l'ANPE leurs proposait. Mais il n'y avait pas de définition précise de ce qu'était une offre raisonnable. Le choix de radier ou non restait à la main des agents ANPE. Une majorité des conseillers, à part les zélés, passait donc l'éponge. Demain, qu'en sera-t-il, alors que l'ANPE va être privatisée, que les pressions sur les agents vont augmenter, qu'une part certainement croissante de leur rémunération se fera par des primes indexées sur des objectifs de plus en plus individuels ?

A terme, grâce à cette définition précise, on peut même imaginer que cette question de la radiation échappe totalement aux agents, au profit d'une gestion informatique. Déjà aujourd'hui les avertissements avant radiation pour absence aux entretiens sont entièrement gérés automatiquement. Et déjà nos outils changent, les conseillers sont de plus en plus «cadrés», leurs outils et leurs pratiques de plus en plus formatés dans le sens unique du placement immédiat à n'importe quel prix dans les secteurs où le patro-

nat offre des salaires et des conditions de travail pires qu'ailleurs. **L'objectif du gouvernement et du patronat n'est pas l'intérêt des chômeurs !**

Jusqu'à maintenant, toutes les lois qui ont encadré la gestion du chômage ont toujours visé à accroître la précarité des chômeurs (réduction des allocations et augmentation des contraintes) et donc à augmenter la concurrence entre travailleurs avec et sans emploi. Le but de tout cela, c'est la baisse des salaires ; en effet lorsque la concurrence augmente entre eux, les travailleurs ont tendance à vendre leur force de travail moins cher au patronat afin d'accéder à l'emploi.

Le capitalisme ne peut apporter de réponse satisfaisante à la question du travail et du chômage. Les contrats précaires tels le RSA, financé par les classes moyennes comme le prévoient Sarkozy et Hirsch grâce à une nouvelle taxe à laquelle échapperont les plus riches, n'est pas une solution, car au final, sans changer la situation des travailleurs sans-emploi, ils généralisent la précarité et permettent au patronat de récupérer de l'argent public.

Seules nos luttes pourront empêcher les licenciements, imposer la nationalisation sous contrôle des travailleurs des entreprises qui licencient et interdire à la nouvelle institution née de la fusion des ASSEDIC et de l'ANPE de radier les chômeurs. Une lutte commune des travailleurs du privé et du public, avec ou sans-emploi sera nécessaire si l'on veut en finir avec la politique de Sarkozy et du patronat.

Yann Venier

En bref...

Encore un nouveau fichier policier...

Depuis la création du livret ouvrier par Napoléon pour contrôler les déplacements des classes populaires, le fichage par l'État s'est développé et systématisé. Il y a aujourd'hui en France 37 fichiers policiers et judiciaires (sans compter ceux classés «secret-défense» dont on ne sait pas grand chose). Le dernier en date le fichier EDVIGE (exploitation documentaire et valorisation de l'information générale) a vu le jour le 1er juillet 2008. Il recense des «individus, groupes, organisations et personnes morales qui, en raison de leur activité individuelle ou collective, sont susceptibles de porter atteinte à l'ordre public». Sont également concernées, les personnes «ayant sollicité, exercé ou exerçant un mandat politique, syndical ou économique ou qui jouent un rôle institutionnel, économique, social ou religieux significatif». Dans ce cadre, des informations telles que l'adresse, l'email, les numéros de téléphone, l'apparence physique, le comportement, l'orientation sexuelle et l'environnement économique et social de l'individu concerné, dès 13 ans, pourront être recensées sans qu'aucune infraction n'ait été commise et sur la seule base de leur dangerosité présumée. La police sera autorisée à consulter ce fichier en cas d'enquêtes administratives pour l'accès à certains emplois. Donc à partir du moment où vous participez à une manifestation, êtes syndiqué, sur une liste électorale... vous êtes susceptible d'être fiché.

Le FN vend son local à une université chinoise ... sous le nationalisme, le capitalisme est bien là !

Suite à ses faibles scores lors des dernières élections législatives le FN se retrouve dans une situation économique difficile, dont nous ne pouvons que nous réjouir. Comme quoi, ils ont beau avoir fait leur beurre sur des thèmes ultranationalistes et racistes, il ne leur en reste plus assez pour en mettre sur les épinards ! Leur siège national situé à St Cloud va donc être vendu à l'université de Shanghai... pour la «modique somme» de 16 millions d'euros. Quand il s'agit des millions «peu importe la nationalité» selon un responsable du FN... Racistes, c'est sûr... mais capitalistes avant tout !

Un ouvrier de PSA menacé de licenciement car trop souvent malade

Un ouvrier de l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) est menacé de licenciement en raison d'arrêts maladie jugés trop fréquents, la CGT dénonce une «chasse aux malades» dans cette usine. Le salarié a été convoqué par la direction pour lui signifier qu'au prochain arrêt maladie il serait licencié. «On me reproche d'avoir été absent 120 jours en 2007 et 21 jours en 2008»

Ces maladies étaient de plus dues aux conditions de travail de plus en plus difficiles et à l'augmentation incessante des cadences sur les chaînes de montage, entraînant tendinites, claquage du dos... Pour Philippe Julien, délégué syndical CGT, il «fait partie de ces ouvriers abîmés par le travail et les cadences, dont PSA voudrait se débarrasser ensuite». Il semblerait que ces méthodes deviennent une méthode systématique pour se débarrasser des ouvriers à moindre frais. Des dizaines de lettres aux salariés qui ont des arrêts maladie ont été envoyées, il s'agit d'une vraie chasse aux malades pour leur faire accepter des cadences de travail encore plus dures et les dissuader de se soigner par la crainte du licenciement.

Dans le contexte de crise économique il est fort que ces techniques de harcèlement, d'intimidation et de chantage contre les travailleurs, déjà courantes, vont se multiplier. L'exemple de cet ouvrier de Peugeot montre que les capitalistes ne reculent devant rien lorsqu'il s'agit de faire des profits.

Le programme Darcos pour la rentrée : attaques de la maternelle à l'université

Au soir de la rentrée des classes, nous avons pu entendre que celle-ci serait placée sous le signe du soutien scolaire et plus particulièrement des langues avec des stages d'anglais dans les lycées. Mais quelle est réellement cette mesure et comment s'est effectivement passée cette rentrée ?

Dans les collèges et les lycées la suppression de 11000 enseignants a pu se faire déjà sentir : classes surchargées, options disparues (comme le choix des langues par exemple). Pour pallier ce problème, Darcos annonce que les enseignants feront des heures supplémentaires, il envisage trois heures par enseignant et pour être sûr que cette augmentation du temps de travail se généralise, il propose 500 euros de prime annuelle pour les volontaires. Il est clair que cela minore l'effet des suppressions de postes et évite au gouvernement de revaloriser les salaires des enseignants. Mais avec les 13500 suppressions de postes pour la rentrée de 2009 (dont 6500 pour le primaire), la surcharge de travail pour les enseignants ne fera que s'accroître.

Ces mesures ne sont pas réali-

sées uniquement par soucis d'économie mais représentent les premières pierres pour la libéralisation de l'éducation. Le souhait du gouvernement est d'accroître l'autonomie des établissements scolaires, y compris des écoles élémentaires qui deviendraient des EPEP (établissement public d'enseignement primaire).

Mettre les établissements en concurrence, même les écoles primaires !

Cette autonomie sur les projets pédagogiques, les contenus, le recrutement des enseignants etc... va mettre petit à petit les établissements en concurrence. La recherche de fonds et d'économies pour proposer toujours plus ou pour moins cher ne profitera ni aux élèves ni aux personnels. Notre système éducatif ne permettait déjà pas aux élèves les plus défavorisés de s'en sortir mais ces réformes ne vont pas améliorer les choses. L'assouplissement de la carte scolaire ou sa suppression ne permettra pas aux élèves de sortir des ghettos scolaires, une minorité seulement pourra arriver à accéder à un meilleur enseignement, aux établissements prestigieux car ceux-ci choisiront les élèves, mais pour les autres, il n'y aura qu'un enseignement au rabais, sans moyens supplémentaires pour répondre aux besoins

éducatifs particuliers.

Toutes les réformes saucissonnées du gouvernement, de la maternelle à l'université vont dans ce sens : faire une éducation à deux vitesses pour permettre la très bonne formation d'une élite qui pourra exploiter davantage la majorité de la population dont la formation initiale aura été au minimum. Une riposte d'ampleur contre ces attaques est nécessaire. Les directions syndicales proposent bien une manifestation nationale le 19 octobre, un dimanche, pour la défense du service public d'éducation. Tout en y participant, il faut préparer une lutte de l'ensemble des personnels de l'éducation et des élèves qui pourra stopper la politique de Sarkozy-Fillon-Darcos.

Et seule une lutte générale contre le capitalisme pourra garantir à chacun le droit à une éducation décente, répondant à ses besoins de manière durable. En en finissant avec ce système économique répondant aux profits immédiats d'une poignée d'individus, nous pourrions construire une éducation permettant à chacun de s'épanouir et de pouvoir réellement choisir son avenir.

Faustine Ottin



Quelles perspectives pour le Nouveau Parti Anticapitaliste ?

Lancé il y a un an à l'appel d'Olivier Besancenot et de la LCR, le NPA a rassemblé plusieurs milliers de personnes dans ses réunions. Pour le moment encore, ces réunions, bien qu'ayant souvent fondé des comités, n'ont pas dépassé le stade des discussions, sauf en quelques endroits où des premières activités tournées vers l'action et les luttes ont eu lieu. La période qui vient est doublement cruciale : d'une part il a été décidé qu'un congrès de fondation (qui sera avant tout un congrès d'étape) aura lieu en janvier, d'autre part les prochains mois vont voir de nouvelles luttes et la question des salaires, du niveau de vie, confrontées à la possible récession économique seront un test pour savoir si ce parti est capable de se construire comme un authentique parti de lutte, rassemblant les travailleurs et les jeunes qui veulent combattre Sarkozy et le capitalisme.

L'université d'été de la LCR a eu un écho qui confirme le besoin pour des dizaines de milliers de travailleurs d'un nouveau parti de lutte. Mais il faut désormais aller au delà de la popularité, et réellement construire un parti qui soit une alternative à la gauche corrompue et procapitaliste, et qui soit un outil pour lutter contre les plans du gouvernement et du patronat.

Un calendrier un peu précipité

Lors de la réunion nationale des comités, en juin dernier, un comité d'animation national (CAN) a été formé, composé pour partie de la direction de la LCR et pour l'autre de représentants des comités. L'ancienne minorité de LO (officiellement, LO a annoncé par communiqué de presse qu'elle se séparait de son ancienne minorité) appelée Fraction-l'Étincelle, a deux observateurs dans ce CAN et la Gauche révolutionnaire un.

La tenue du congrès de fondation en janvier prochain donne un délai très court. La direction de la LCR qui voulait absolument que ce soit un congrès de fondation a désormais compris que cela ne pourrait cependant pas être un congrès qui adopterait un fonctionnement et un programme complets. Les textes qui seront donc proposés devront être le reflet de cette étape. Il est prévu un texte proposant des bases programmatiques, un autre, une orientation et des campagnes, et enfin un texte proposant un mode de fonctionnement. Une telle manière de procéder nous semble correspondre à ce qu'il faut : sans se cacher derrière des formules trop consensuelles on ne pourrait adopter un programme et des statuts définitifs sans avoir eu le temps nécessaire pour avoir les débats, confronter les idées, les tester dans la pratique.

Avancer vers un programme défendant le socialisme

Soit le NPA s'oriente pour être un parti de la gauche radicale, sans délimitation claire, ne considérant pas la classe ouvrière comme son centre de gravité (seule classe capable, en tant que classe sociale, de renverser le capitalisme même si elle doit chercher dans la jeunesse, une partie des classes moyennes, des alliés indispensables). C'est ce que défendent, sans l'expliquer clairement, certains dirigeants de la LCR et aussi certains participants au processus du NPA, provenant notamment des milieux "altermondialistes". Dans ce cas, le nouveau parti a peu de chance de pouvoir se développer réellement. Il restera incapable de se fixer des priorités et un programme clairs. Les mouvements altermondialistes sont d'ailleurs en nette récession, du fait qu'ils se limitent à une critique du capitalisme (en fait surtout du libéralisme) et ne proposent que des solutions limitées, refusant d'avancer la perspective du socialisme. Le principal débat lors de l'adoption de la déclaration du mois de juin dernier, a été de savoir comment le NPA avançait la perspective du socialisme. Comme nous ne cessons de l'expliquer, un parti se définit par son projet de société, la politique qu'il veut mener, les moyens pour parvenir à l'application de son programme qu'il a défini, non pas en opposition avec les autres partis mais en fonction de ce qui lui semble juste et nécessaire. Se contenter d'être "anti" ne peut suffire. On ne peut pas se contenter d'avoir des revendications "défensives" visant au retour à la situation des années 80 en terme de retraites, d'emploi ou de services publics, ou de celles, plus combattives, sur une augmentation de 300 euros des salaires. La question clef reste d'avancer des revendications et des méthodes d'organisation et de lutte permettant de faire le lien entre les luttes actuelles et la nécessité du socialisme pour en finir avec les attaques gouvernementales et patronales. Par exemple, la nécessité de l'indexation complète des salaires, allocations... sur l'inflation, ou la nationalisation sous le contrôle démocratique des travailleurs, des principaux secteurs de l'économie, doivent être avancés dans les luttes et dans le matériel du NPA.

Campagne sur les salaires et contre la baisse du niveau de vie

De manière positive, il a été décidé une campagne centrale pour la hausse des salaires. Un premier tract, appelant notamment à soutenir les luttes

en cours des travailleurs a été édité, avant une discussion plus approfondie sur les suites à donner à cette campagne. Une campagne, ce ne doit pas être seulement de la propagande avec tract et affiche, mais un moyen de construire le parti, de permettre à de nouveaux membres de le rejoindre, de s'organiser avec lui. Il faut que cette campagne soit tournée en priorité vers les travailleurs avec des distributions à l'entrée des entreprises, des réunions publiques pour discuter des moyens pour lutter, ou comment soutenir une lutte en cours. Une réunion nationale des travailleurs et syndicalistes du NPA a lieu les 27 et 28 septembre et devait être suivi du même type de réunion à l'échelle régionale.

Dans le même temps, nous proposons que le débat s'ouvre pour que le NPA construise une vaste campagne nationale pour empêcher la privatisation de La Poste (voir article en pages centrales), qui peut être un moyen de construire le NPA comme un véritable parti des travailleurs, et comme le principal artisan de la lutte contre Sarkozy.

Les perspectives de construction du NPA

Un nouveau parti ne se construira que s'il est un outil pour les travailleurs, un lieu de débat pour

construire leurs luttes et discuter de l'alternative au capitalisme, le socialisme, et des moyens d'y parvenir. C'est vers cela qu'il faut avancer dans les prochaines semaines, lors de la préparation du congrès et de l'intervention dans les luttes. Sinon il restera regardé avec sympathie par une couche importante de travailleurs et de jeunes mais leur soutien restera passif.

Une question fondamentale est que ce parti permette l'échange et la confrontation d'idées, de propositions, en son sein mais aussi avec les travailleurs en général. Il doit y avoir la possibilité de se constituer en courants, localement ou nationalement, et d'exprimer ses propositions et analyses dans des journaux ou bulletins.

Une prochaine réunion nationale des comités est prévue les 8 et 9 novembre. Une carte de membre va être éditée, délivrable par les comités jusqu'à décembre, pour comptabiliser le nombre de membres réels et ainsi permettre des garanties démocratiques en terme de vote pour le congrès.

Dans cette perspective, toutes nos propositions et contributions viseront à faire avancer le nouveau parti dans le sens de la création d'un authentique parti des travailleurs, pour renverser le capitalisme et construire le socialisme.

Alex Rouillard



Un parti qui soit l'expression politique des travailleurs et un instrument de lutte pour en finir avec la vie que nous impose le capitalisme

La Gauche révolutionnaire et le NPA : le sens de notre participation et la bataille pour la construction d'un parti révolutionnaire

La Gauche révolutionnaire a salué dès le début l'annonce d'Olivier Besancenot et de la LCR d'ouvrir le débat sur le lancement d'un nouveau parti. La construction d'un nouveau parti des travailleurs, rassemblant ceux qui veulent lutter contre Sarkozy et le capitalisme, peut être un pas en avant. C'est dans ce sens que nous avons participé dès le départ aux discussions nationales et aux comités pour un nouveau parti anticapitaliste. Un tel parti peut être un moyen de regrouper les éléments les plus combattifs de la jeunesse et de la classe ouvrière même si le programme n'est pas encore suffisamment développé.

Depuis de nombreuses années, la Gauche révolutionnaire défend l'analyse qu'un nouveau parti des travailleurs est nécessaire. Cette analyse n'est pas limitée à la France. Au sein de notre internationale, le Comité pour une internationale ouvrière (CIO, qui est présent dans 40 pays sur tous les continents), nous débattons de cette question et l'analysons depuis le milieu des années 90. Durant toute la période qui a suivi la 2ème guerre mondiale, le mouvement ouvrier a été dominé par deux tendances qui ont organisé des millions de travailleurs dans chaque pays. Les sociaux-démocrates et les stalinien ont réussi à capter les aspirations des travailleurs, et notamment celle à une société débarrassée de l'exploitation capitaliste. Prétendant défendre la perspective du socialisme, ces partis (Labour en Grande Bretagne, PCF en France) étaient à la fois un moyen pour les travailleurs de s'organiser en tant que classe et en même temps un frein, la direction de ces partis empêchant à chaque fois la victoire de la

révolution socialiste, ne voulant pas rompre ses liens avec la bourgeoisie. De grands acquis sociaux ont été arrachés car à cette époque la croissance économique donnait une marge de manœuvre à la bourgeoisie, et la présence de l'URSS servait souvent de point d'appui aux luttes. Mais en définitive, l'absence d'un véritable parti révolutionnaire a empêché que les travailleurs puissent se débarrasser de ces directions qui ont finalement toutes trahi les aspirations de la classe ouvrière. L'offensive ultralibérale des années 80 a obligé les sociaux-démocrates à passer entièrement dans le camp du capitalisme, abandonnant jusqu'au moindre discours réformiste, et la chute de l'Union soviétique a marqué la faillite définitive du stalinisme.

Contribuer à l'émergence d'un nouveau parti de la classe ouvrière

La classe ouvrière s'est retrouvée sans organisation, et le débat politique est devenu entièrement dominé par les capitalistes. Mais une telle situation ne pouvait durer longtemps. La nécessité d'un nouveau parti mettrait cette question à l'ordre du jour tôt ou tard, et dans quasiment tous les pays. Mais la chute de l'URSS représentant une défaite, la recul du formidable espoir soulevé par la révolution russe d'Octobre 17 et la première tentative de construction d'un état ouvrier, le niveau de confusion politique limite les possibilités qu'un nouveau parti se lance dès le départ sur un programme authentiquement trotskiste. Mais les débats, la pratique, les expériences... peuvent faire que les choses aillent dans le sens d'une clarification politique. Le NPA peut jouer le rôle d'une alternative face aux représentants de la bourgeoisie qu'ils soient au PS ou à l'UMP. Et c'est une question cruciale : un échec renforcerait certainement le pessimisme de nombreux travailleurs qui ne voient pas comment changer la société du fait de l'absence d'une organisation pour le faire. Il est sûr que nous pensons qu'il aurait été mieux que le parti se lance directement sur la base de notre programme révolutionnaire, mais un programme ce n'est pas qu'un texte voté en congrès : c'est une pratique

collective, des idées, des analyses... mises en confrontation avec la réalité. Une attitude sectaire consisterait à dire que tant que le parti n'a pas adopté le programme juste, nous n'avons rien à y faire. Les critères sont bien plus nombreux que cela pour analyser la situation. Ainsi, dans d'autres pays, ce sont non pas des organisations révolutionnaires qui ont lancé un nouveau parti mais des courants issus des Partis communistes ou de la social-démocratie. Selon les cas, et en fonction de la réaction des travailleurs et de la jeunesse, nous participons à certains nouveaux partis.

La nécessité d'un parti révolutionnaire, international, implanté dans la classe ouvrière, reste la tâche fondamentale pour triompher du capitalisme. C'est ce que nous faisons en construisant la Gauche révolutionnaire et le CIO. Si le NPA s'oriente correctement vers les travailleurs et la jeunesse, permet l'élévation du débat théorique en son sein, et met en pratique une politique qui redonne confiance aux travailleurs et permette aux plus avancés d'entre eux de s'organiser, et de développer la lutte pour le socialisme, alors ce parti aura réellement été un pas en avant. C'est pour aller dans cette direction que nous y participons, pour faire avancer la lutte pour le renversement du capitalisme et l'instauration du socialisme.

Nous n'avons pas le droit à l'échec !

AR



Notre brochure, disponible pour 2 €



Crise immobilière, crise boursière, crise du crédit, inflation et crise de surproduction.....

L'économie mondiale au bord de la récession

L'éclatement de la crise des crédits dits subprimes (crédits hypothécaires à hauts risques) à l'été 2007 aux Etats-Unis a été le point de départ pour une crise profonde du système financier et ensuite de l'économie "réelle". Cette crise ne se limite pas aux Etats-Unis mais contamine de plus en plus les autres régions notamment la zone Euro actuellement. Même s'il n'y a pas encore une récession mondiale, il s'agit néanmoins d'une crise globale du capitalisme. Alan Greenspan, ancien dirigeant de la FED (banque fédérale américaine) écrivait dans le Financial Times début août : "Cette crise est différente - un événement qui ne se produit qu'une ou deux fois par siècle."

En effet, le ralentissement actuel de l'économie ne marque que le début de la plus profonde crise depuis des décennies et le pire est encore à venir. Et déjà aujourd'hui les travailleurs et les pauvres à travers la planète subissent les premières conséquences directes et dramatiques de cette crise (licenciements de masse, crise alimentaire,...). La crise actuelle est particulière et peut devenir très violente et socialement explosive pour diverses raisons. Premièrement, plusieurs facteurs interagissent et alimentent et accentuent la crise de l'économie. Deuxièmement, ni les capitalistes ni les gouvernements ne disposent pas cette fois-ci de porte de secours, des moyens pour amortir la crise et relancer l'économie. Troisièmement, les classes dirigeantes savent qu'une crise économique violente va entraîner une crise idéologique du capitalisme avec le risque (de leur point de vue) d'explosions sociales importantes et une mise en cause du système capitaliste à une échelle de masse.

Les origines de la crise

Actuellement, trois évolutions continuent à peser sur l'économie mondiale. La crise immobilière avec une chute importante de la construction immobilière qui touche aussi bien les Etats-Unis que l'Irlande, l'Espagne et la Grande Bretagne. Ensuite la poursuite du renchérissement des matières premières agricoles et pétrolières alimente l'inflation ce qui freine la consommation des ménages. De plus, la crise des marchés financiers se prolonge et incite les banques à fermer le robinet de crédit (le "credit crunch").

La spéculation et l'éclatement de la bulle immobilière aux Etats-Unis ont déclenché ou renforcé ces phénomènes mais des problèmes plus structurels et les contradictions inhérentes au capitalisme sont à l'origine de la crise actuelle. Les investissements du capital dans la production se sont réduits de la moitié depuis les années 70 car ceux-ci ne sont plus suffisamment profitables. Ceci explique le poids du capital financier et de la spéculation : selon le FMI (Fonds monétaire international) le montant des produits financiers correspondait au volume de la production annuelle mondiale en 1980. En 2005, ce montant a atteint le volume de 3,7 productions annuelles !

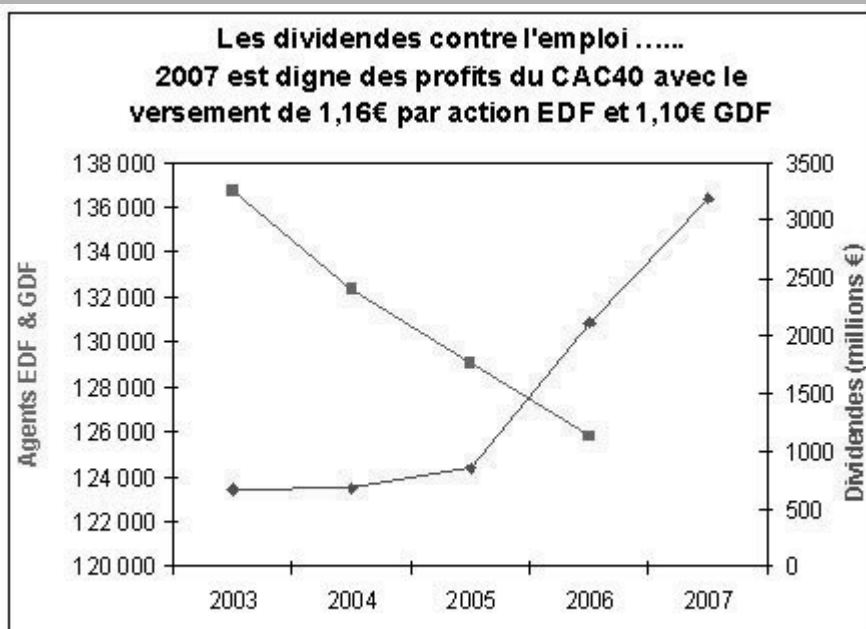
Généralement, le capitalisme va de crise en crise car le mode de production est anarchique. Chaque entreprise veut produire et vendre un maximum de produits afin de faire un maximum de profits pour une poignée de patrons et d'actionnaires, gaspillant au passage les ressources naturelles. Le pouvoir d'achat ne suit pas ce développement - d'autant plus qu'il y avait une forte pression sur les salaires ces dernières années - et les capitalistes n'arrivent plus à écouler toutes leurs marchandises ce qui entraîne une crise de surproduction. Seule une destruction massive des capacités de production peut temporairement résoudre une telle crise de surproduction ce que les travailleurs subissent actuellement avec les licenciements de masse et des fermetures d'usines. Le capitalisme fonctionne donc en cycles et les crises de surproduction apparaissent tous les 8 à 10 ans.

Contrairement aux prétentions des économistes bourgeois, la politique monétaire des gouvernements et les phénomènes comme la spéculation ne peuvent pas empêcher de telles crises cycliques. L'expansion récente du capitalisme mondial a été financée en grande partie par des

crédits et ce financement se heurte aujourd'hui à ses propres limites. C'est pourquoi les capitalistes sont aujourd'hui incapables de créer tout simplement une nouvelle bulle spéculative afin de reporter la crise comme ils l'ont fait avec la bulle immobilière avant qu'elle éclate.

La zone Euro et la France au bord de la récession

La zone Euro (-0,2 %) et notamment ses "moteurs" économiques l'Allemagne (-0,5%), l'Italie et la France (-0,3% chacune) affichent un taux de croissance négatif au deuxième trimestre. Vu que plusieurs phénomènes de crise s'installent parallèlement (crise immobilière, crise financière, flambée des matières premières, inflation et affaiblissement de la consommation) la zone Euro semble plus touchée que les Etats-Unis. En France, tous les indicateurs au deuxième trimestre sont au rouge : les exportations ont reculé de 2 %, les investissements des ménages (autrement dit leurs achats immobiliers) reculent de 2,9 %, la demande intérieure baisse de 0,1%. Seules les dépenses de consommation des ménages sont au positif mais seulement de + 0,1 %, soit 0,4 % en rythme annuel, ce qui est nettement trop faible pour stimuler l'économie française comme les années précédentes. Le ralentissement de l'économie mondiale pèse lourd sur les carnets de commande et la valeur ajoutée de l'industrie a reculé de 1,6 %. Celle de l'industrie automobile recule même de 7,2% en un seul trimestre, un record depuis 1978 selon l'Insee. L'emploi a baissé de 12200 postes, pour la première fois depuis 2003. Le Premier ministre Fillon a du réviser les chiffres de croissance à la baisse début septembre et "espère que la croissance atteint 1 % en 2008".



source : bilans légaux publiés par EDF & Gaz de France

Le capitalisme nous mène à la catastrophe économique et sociale et la loi du profit signifie toujours plus d'attaques contre les travailleurs, un exemple ici avec les entrées en bourse d'EDF et GDF.

Dans cette situation morose, le gouvernement français n'a pas de marge de manœuvre car le budget actuel s'est basé sur une croissance de 1,7 à 2 %. En plus, cette marge de manœuvre a été déjà fortement réduite par les cadeaux fiscaux faits aux riches, d'un montant de 15 milliards d'euros en juillet 2007. Impossible donc de lancer un programme d'investissement pour stimuler l'économie.

Une récession (deux trimestres consécutifs de croissance négative) est donc le scénario le plus probable pour la France et pour d'autres pays de la zone Euro comme l'Allemagne. Les experts bourgeois en économie prévoient que cette crise perdura pendant toute l'année 2009. Par conséquent, les licenciements de masse vont se multiplier et les conditions de vie des travailleurs vont se détériorer davantage.

Ce n'est pas aux travailleurs de payer pour la crise !

Ces dernières années les travailleurs ont à peine profité de la croissance économique dans les pays capitalistes développés. Au contraire, ils ont subi de plein fouet les politiques capitalistes, les attaques contre leurs conditions de vie et de travail. La crise actuelle va encore aggraver cela et va produire une pauvreté de masse sans précédent après la deuxième guerre mondiale. Il est évident que le capitalisme ne nous offre aucun avenir. Seule une société socialiste débarrassée de la loi du profit peut réellement mettre fin à l'exploitation, à la pauvreté et à la misère. Basée sur une économie démocratiquement gérée et planifiée par les travailleurs eux-mêmes, une telle société socialiste sera capable d'évaluer et de satisfaire les besoins de tous afin de garantir une vie décente à tous.

Olaf van Aken

Il faut une riposte politique de Sarkozy

Lors de sa première année au pouvoir, Sarkozy et son gouvernement ont attaqué les travailleurs sur tous les fronts. Un air de subitisme politique c'est déjà beaucoup trop.

Pour riposter contre les bas salaires, les licenciements et la précarité, les jeunes et travailleurs sont entrés en lutte cette année mais malgré un combativité, ces luttes sont souvent restées isolées et se sont soldées par des échecs. Nous n'allons pas attendre 2012 pour espérer un hypothétique changement. Organisons-nous tous ensemble dès maintenant pour construire une véritable et mettre enfin une claque à ce gouvernement au service des riches.

Construire une réelle opposition syndicale

Que ce soit lors de la lutte des cheminots en automne 2007 ou celle de Dunlop à Amiens cet été, les directions syndicales ont confirmé leur de trahison des mouvements sociaux. Négocier directement avec les patrons, gouvernements aux dépens des grévistes, balader les travailleurs de journée en journée d'action en refusant de construire un mouvement d'ampleur s'opposer aux attaques, voilà en quoi consiste la stratégie des directions syndicales.

Un pas a été clairement franchi par les bureaucrates syndicaux, qui ont pé à la mise en place du programme de Sarkozy. Nous n'avons donc rien de la part de ces dirigeants syndicaux qui protègent leurs sièges et profitent du fonctionnement peu démocratique des syndicats.

Il est donc plus qu'urgent de prendre les choses en main et d'organiser des oppositions au sein des sections syndicales les plus combattives pour défendre nos intérêts.

Préparer un mouvement d'ampleur

Les journées de grève annoncées pour septembre/octobre 2008 "lâchées" par les directions syndicales face à la pression de leur base. Mais remment à ce qui se passe depuis des décennies, ces journées ne doivent pas encore utilisées pour étouffer le mouvement des travailleurs. Nous devons développer une véritable tactique et utiliser ces journées de grève pour construire les développer, les unifier, et aller vers une journée de grève interprofessionnelle vers une grève générale reproductible.

La grève interprofessionnelle du 7 octobre doit donc être une première dans la construction d'un mouvement d'ampleur contre la politique de Sarkozy.

Dès à présent, nous devons préparer la mobilisation dans les entreprises en organisant des réunions, des heures d'informations syndicales pour convaincre nos collègues de la nécessité de la grève. C'est en réfléchissant ensemble aux conditions qui peuvent être défendues dans nos secteurs d'intervention, en des motions appelant à ne pas faire du 7 la traditionnelle journée d'action mais bien le début d'un mouvement plus large que nous forcerons les dirigeants syndicaux à agir.

La lutte courageuse de l'usine Goodyear à Amiens

Depuis plus d'un an, les travailleurs de Goodyear Dunlop à Amiens mènent une lutte acharnée contre le plan de restructuration de la direction.

Goodyear, c'est la troisième plus grande entreprise de pneus au monde avec un employé 70000 travailleurs dans 25 pays et annonce un bénéfice de 660 millions de dollars pour le dernier bilan trimestriel 2007. Mais cela ne suffit pas aux patrons qui cherchent toujours à faire plus de profits. Ils ouvrent donc des usines en Chine, Russie ou Brésil mais ferment ou restructurent d'autres sites.

Selon la direction, le site d'Amiens coûte 20% plus cher que celui d'Amiens. Il faut le rendre plus compétitif. Baratin bien connu qui cache en fait un sur le temps de travail, une réduction d'effectif donc des licenciements.

Les raisons de la colère

Le plan de la direction est simple : travailler en 4/8, c'est-à-dire 4 heures par jour non 5. Cela veut dire travailler dans la semaine 2 matinées, 2 après-midi et 2 à la suite, puis 2 jours de repos ! Plus de 30 week-ends sauteraient donc. Avec les conséquences que l'on sait pour la santé des ouvriers et leur vie personnelle. Ils ne pourront prendre des congés d'été qu'un an sur deux, l'usine tous les jours au lieu de 326 actuellement. Un travailleur a bien résumé les raisons de la lutte : "pas question de travailler plus pour vivre moins !".

En résumé, l'objectif est d'augmenter la productivité, en réduisant le temps de travail et en augmentant le temps de travail. La carotte étant une prime et 52 millions d'investissements pour moderniser les installations.

Si ce plan n'est pas accepté, ce sont plus de 400 licenciements et 38% de la production. S'il est accepté, ce sont de toutes façons 478 emplois qui seront supprimés sur 3 ans.

La résistance des travailleurs a été exemplaire. Les travailleurs des deux sites ont alterné journées de grève et blocages avec piquet. En octobre 2007, 90% d'entre eux (74% chez les travailleurs postés touchés par cette mesure) ont voté contre ce plan de restructuration, lors du référendum proposé par les patrons. Mais des journées de grève en février et mai avec manifestation en centre ville.

Mais la lutte est restée isolée. Mais les directions syndicales, dont la CGT à Amiens, n'ont pas organisé de réel soutien national. La signature d'accords qui se fait désormais dans chaque entreprise séparément et non au niveau du groupe, isole encore plus les travailleurs ce qui fait que les dirigeants de la CGT ont pu adopter 2 positions différentes sur les deux sites : refus à Amiens nord et acceptation à Amiens sud.

Début juillet, le bras de fer a continué entre les travailleurs et la direction. L'occupation de l'usine par 200 ouvriers contre envoi d'huissier, lock-out de la direction... A la date limite du 16 juillet la CGT a fait valoir son droit de grève rendant caduc l'accord signé par la CGC.



Le mouvement d'ensemble contre la loi Sarkozy et des patrons !

Préparer un véritable plan de lutte pour empêcher la privatisation de La Poste

Le NPA a un rôle majeur à jouer !

Pour construire cette opposition dans les syndicats et cette mobilisation de la base, un parti combatif des travailleurs est nécessaire. Le lancement d'un nouveau parti anticapitaliste, à l'appel d'Olivier Besancenot, doit être un point d'appui pour agir en ce sens.

En effet, les travailleurs et syndicalistes des différents secteurs rassemblés dans ce parti doivent pouvoir discuter entre eux au sein de réunions locales et nationales de la stratégie à élaborer pour combattre les plans du gouvernement. La rencontre nationale des salariés du NPA qui aura lieu les 27 et 28 septembre doit le permettre. Cet espace de débat est indispensable. Il peut permettre de discuter la situation



Greve contre la restructuration du centre de tri de Romans en 2006 (photo cgt romans)

politique actuelle, d'en tirer les initiatives à prendre, et les campagnes à élaborer. Ces discussions doivent aussi permettre de définir les revendications qui correspondent aux préoccupations centrales des travailleurs mais aussi celles qui peuvent unifier les différents secteurs. Dans ce cadre, les travailleurs syndicalistes du NPA pourront élaborer des motions avec la perspective d'élargir le mouvement. Motions qui pourront ensuite être défendues dans les entreprises auprès des collègues, puis dans les sections régionales des syndicats et qui pourront peser d'autant plus efficacement sur les directions syndicales.

Par ailleurs, la crise économique se confirme : il faut d'ores et déjà se préparer à intervenir dans les secteurs qui seront les plus touchés et certainement amenés à entrer en lutte comme celui de l'automobile (où l'on annonce fermetures et licenciements : Peugeot à Poissy, General Motors à Strasbourg, Renault à Sandouville...) ou bien à La Poste. Le travail peut démarrer dès à présent dans les entreprises en coordonnant les actions des syndicalistes, en préparant des caisses de grève...

C'est en ce sens que la journée de grève de La Poste le 23 septembre et celle du 7 octobre doivent être préparées.

Aujourd'hui le NPA rassemble une partie de ces militants et syndicalistes combattifs. Ce n'est qu'en faisant preuve de son efficacité et de sa capacité à construire les luttes et à apporter une réelle perspective qu'il apparaîtra comme un véritable outil dont d'autres travailleurs se saisiront.

Lise de luca

Cet été, Jean-Claude Bailly, président de La Poste, a annoncé que celle-ci serait transformée en Société Anonyme (SA), de manière à pouvoir vendre une partie de son capital à des groupes privés. Bailly justifie cela par la nécessité de trouver 3,5 milliards d'euros pour "financer notre développement". Evidemment, c'est un mensonge, le but de l'opération est surtout d'ouvrir une entreprise désormais devenue très profitable, aux grands capitalistes, mettant ainsi fin à ce qui reste de service public. Des quartiers et des villages n'auront plus le courrier 6 jours par semaine. Les tarifs vont continuer d'augmenter, et les conditions de travail des postiers continuer de se dégrader. On peut empêcher cette privatisation, par une lutte nationale. Une mise en échec de la privatisation serait une défaite pour Sarkozy et pour les politiques néolibérales. Comment pouvons nous faire ?

Les politiques qui ont mené aux privatisations, un à un des services publics, ne datent pas de Sarkozy ni même de Chirac. Elles ont été commencées dans les années 80, souvent sous des gouvernements de gauche. La séparation de l'activité téléphone et celle de la poste va être mis en chantier sous Mitterand, par un ministre PS, Quilès. C'est ainsi que sa loi va créer La Poste et France télécom, première étape vers leur privatisation.

Gouvernement après gouvernement, des mesures pour accélérer la privatisation

La taille du service public de la Poste faisait que la privatisation ne serait pas attractive pour les groupes d'actionnaires. C'est pour cela que depuis des années de nombreuses attaques se sont abattues sur les postiers : fin du statut de fonction publique pour les nouveaux embauchés, restructuration des centres de tri, de la distribution, des chèques postaux, fermeture de nombreux bureaux de postes, objectif de suppression de 60000 emplois. Entre 2002 et aujourd'hui, on est passé de 315000 à 299000 postiers. Pour les usagers, c'est l'inverse : hausse des prix, courrier plus long à être acheminé, fin du tarif éco pour certains envois...

Pour le gouvernement et la direction de La Poste, il s'agit de préparer l'ouverture totale à la concurrence dans l'Union européenne prévue pour le 1er janvier 2011 et signée par Jospin et Chirac. De très nombreuses résistances ont eu lieu, mais les directions des principaux syndicats de La Poste (CGT et SUD) n'ont pas proposé un plan de bataille nationale contre les mesures de la direction de La Poste, alors que localement les militants de ces mêmes syndicats ne cessent d'être confrontés aux attaques : suppressions d'emplois, conditions de travail se dégradant sans cesse... Le but de celle-ci, c'est de rendre La Poste suffisamment attractive pour que sa privatisation intéresse les groupes d'actionnaires. La création de La Banque postale, de filiales privées comme Chronopost visent à faire un maximum de profits, sur le dos des usagers devenus clients.

L'annonce de la prochaine transformation de La Poste en société anonyme est l'étape ultime vers la privatisation.

Il est possible d'empêcher la privatisation !

Si la privatisation passe, le prix du courrier va s'enlever, les conditions de travail des postiers vont se dégrader encore plus violemment, sans parler des salaires, déjà très bas, qui vont être de plus en plus faibles.

C'est donc un sujet qui unit à la fois les travailleurs de La Poste et la population. Et les directions des syndicats peuvent faire semblant de découvrir l'annonce du passage en société anonyme, c'était non seulement prévisible mais programmé. Le rapport financier 2007 de La Poste par exemple, est une mise en avant du caractère profitable de La Poste. Dans ce document, la direction de La Poste souligne que les économies de cotisations sociales sur les retraites lui permettent un gain de 440 millions d'euros. Un peu plus loin, on lit que le résultat net du groupe (les profits) est en hausse de 16,1 % passant de 811 millions d'euros en 2006 à 943 en 2007. Evidemment, aucun de ces chiffres ne signifie des bonnes choses pour le public ou pour les travailleurs de La Poste, c'est même le signe que La Poste, qui se définit maintenant comme une "entreprise de services" est bien en route, à marche forcée, vers la privatisation.

La première grève, le 23 septembre, à l'appel de la plupart de la plupart des syndicats de La Poste (CGT, SUD, FO...) est un premier pas dans la lutte, surtout si

elle est soutenue par les habitants des zones rurales et des quartiers populaires, qui vont être les plus touchés par la privatisation. De même que l'idée d'un référendum peut ouvrir le débat dans toute la population. Mais tout cela ne sera pas suffisant : c'est une grève totale de toute La Poste (facteur, tri, chèques, guichets...) jusqu'au retrait du projet, soutenue politiquement et matériellement par les habitants et les autres travailleurs, qui peut stopper le projet. D'autant plus qu'une victoire de cette lutte serait une défaite pour Sarkozy, et pour les politiques capitalistes que nous subissons depuis des années. Cela permettrait à d'autres secteurs qui ont été partiellement battus de relever la tête, et cela ouvrirait la possibilité d'une bataille pour la reconquête des services publics déjà privatisés.

Ce qu'on peut faire

Pour unir les postiers de tous statuts, la grève devra porter aussi d'autres revendications : le refus des "restructurations", la hausse des salaires, contre les mauvaises conditions de travail des postiers... D'autre part, empêcher la privatisation ne peut se faire en gardant le fonctionnement et l'organisation actuels de La Poste. La lutte doit être l'occasion de défendre un véritable service public, fonctionnant sous le contrôle et la gestion démocratique des travailleurs, en lien avec la population. Cela veut dire également le retour dans ce service public de toutes les filiales privatisées, et la restauration du monopole de service public du courrier. C'est de cela qu'il faut débattre tout en commençant à construire la lutte.

Enfin, nous devons nous appuyer sur l'expérience des autres privatisations et des mesures néolibérales : services dégradés, inégalités grandissantes... La crise économique qui approche, le caractère incontrôlable de ce système qui fait toujours payer la crise aux travailleurs et à leurs familles sont autant d'arguments pour nous, pour montrer le caractère néfaste de la privatisation mais aussi pour montrer quel en est le but : permettre aux groupes d'actionnaires de se faire un maximum de profits.

Organiser une lutte déterminée et construire un parti de combat contre Sarkozy et le capitalisme

La Gauche révolutionnaire participera à la lutte pour empêcher la privatisation de La Poste. Nous sommes en faveur de comités de lutte, associant postiers et usagers, préparant ensemble les prochaines mobilisations et également permettant de discuter de la construction d'un mouvement de grève de tous les travailleurs de La Poste.

Nous allons également faire des propositions dans ce sens au sein du Nouveau parti anticapitaliste lancé par la LCR et son principal porte parole, Olivier Besancenot qui est lui-même postier. En effet, cela serait l'occasion pour ce parti de se construire comme une véritable opposition politique, sur le terrain des luttes, contre le gouvernement Sarkozy-Fillon. Cela permettrait que le NPA soit un endroit pour discuter ensemble de la tactique et de la stratégie pour nos luttes en s'appuyant sur celle qu'il faut créer à La Poste. Dans l'état actuel des choses, les directions des syndicats ont trop de fois accepté les compromissions avec le gouvernement ou la direction de La Poste pour que les postiers leur fassent confiance et partent en grève dure.

Sans remplacer les organisations syndicales, si le NPA devenait un véritable outil pour élaborer une stratégie commune, alors les postiers pourraient s'en saisir et construire une grève massive et déterminée. Dans ce sens, une pétition/appel serait nécessaire avec un intitulé du genre : "pour une lutte massive contre la privatisation de La Poste : postiers et usagers, tous ensemble". Cela permettrait de collecter les signatures de ceux qui s'opposent à la privatisation et en même temps d'engager la discussion sur la lutte à construire, et inviter travailleurs et usagers à rejoindre le NPA pour construire la lutte avec nous. Il faut encore discuter des moyens pratiques à mettre en œuvre, et de la manière de mettre en avant la perspective d'une grève reconductible à La Poste. Les discussions devront continuer les prochaines semaines, et tous ceux et toutes celles qui veulent commencer la bataille dès maintenant avec nous ne doivent pas hésiter à nous contacter. Pour empêcher la privatisation, pour infliger une défaite à la politique de Sarkozy, il y a une possibilité, et la Gauche révolutionnaire est prête à tout faire pour son succès.

AR



Le mouvement des travailleurs de de Amiens-Nord

La réaction de la direction ne s'est pas faite attendre, elle veut mettre ses menaces à exécution : réduction de la production, 402 licenciements, et gel des investissements dès septembre. Mais la lutte des Goodyear continue, notamment contre les licenciements à venir en octobre ou novembre.

Soutien actif aux travailleurs de Goodyear

Bien sûr chaque syndiqué doit populariser cette lutte et faire rédiger des motions de soutien qui parviennent aux salariés de Goodyear Dunlop. Il est primordial que les travailleurs d'Amiens gagnent cette bataille, pour eux même, mais aussi pour montrer que la lutte paie et redonner confiance aux travailleurs qui subissent le même chantage à l'emploi : vous acceptez le plan ou l'usine ferme et on vous vire ! ou ces luttes vont se multiplier dans le contexte de crise et de récession.

Le 16 septembre, la CGT Goodyear, l'union locale CGT et la fédération CGT de la chimie et de nombreuses usines, appellent à une mobilisation devant l'usine d'Amiens nord à 11h. C'est une première étape qui doit être un succès. Il faut que les travailleurs de la branche chimie, de Goodyear-Dunlop, s'y joignent ainsi que tous ce du bassin d'Amiens qui subissent des attaques similaires. Par exemple à Whirlpool, 150 licenciements sont prévus sur 500 employés, avec une augmentation du temps de travail.

Les travailleurs de Goodyear ne gagneront pas s'ils restent isolés. Il est de la responsabilité de tous syndicats, partis qui se placent dans le camp des travailleurs, d'aider à la victoire de cette lutte. Un plan de riposte doit être discuté par les travailleurs en assemblées générales et avec leurs syndicats. Il sera nécessaire de préparer une journée de soutien et de lutte avec grève régionale, manifestation en centre ville à Amiens, comme une étape vers l'élargissement de la lutte. Cela permettrait aux travailleurs de prendre contact, de discuter et d'organiser ensemble une journée de grève de toute la branche chimie, avec un appel aux autres secteurs pour les rejoindre dans la lutte pour des conditions de travail décentes avec un salaire décent, contre les licenciements et le chantage patronal. A l'heure se produisent des suppressions d'emplois à Renault et ailleurs, une riposte nationale s'impose.

Simultanément, un appel concret à la solidarité internationale pourrait aussi être organisé en contactant les travailleurs des autres usines Goodyear Dunlop en Europe et dans le monde qui subissent les mêmes attaques (par exemple les 4x8 ont été mises en place en Allemagne ce qui explique le gain de productivité et de profits pour Goodyear Dunlop) pour contrer la mise en concurrence des travailleurs organisée par les patrons.

Les travailleurs ne peuvent faire confiance qu'à leurs luttes. Ceux de Goodyear nous montrent la voie à suivre.

Marie José Douet



Plus de 350 marxistes présents à l'Ecole d'Eté internationale du CIO!

L'université d'Eté annuelle du Comité pour une Internationale Ouvrière vient de se terminer et s'est déroulée dans la continuité des précédentes. Dans la continuité mais pas à l'identité puisque, grâce à leur travail acharné, nos différentes sections nationales ont obtenus des résultats particulièrement impressionnants au cours de l'année écoulée.



Bien entendu, l'enthousiasme seul ne permet pas de construire un parti révolutionnaire international. Une analyse correcte de la situation concrète est d'une importance cruciale afin de dégager les perspectives nécessaires pour orienter au mieux notre travail. A ce titre, une fois encore, cette Ecole d'Eté a joué un grand rôle pour les camarades.

Dans de nombreux pays, des luttes importantes ont déjà pris place se sont déjà déroulées dans lesquelles nos camarades sont intervenus avec succès. Plusieurs parties du monde connaissent des situations très turbulentes et l'intérêt est grandissant pour nos idées.

A cette Ecole d'Eté du CIO, des camarades étaient présents de la plupart des pays d'Europe, mais aussi du Liban, d'Israël, du Pakistan, du Venezuela, de Malaisie, du Brésil, des Etats-Unis et d'ailleurs. Elle a été la plus fréquentée depuis 30 ans.

Un hommage particulièrement poignant a été rendu à Terry Fields, un de nos anciens députés de Grande-Bretagne décédé cette année qui avait jadis participé aux luttes de Liverpool et à celles contre la Poll Tax.

Des perspectives pour l'économie mondiale à l'actualité du trotskysme

Au cours de cette semaine, nous avons eu des discussions sur les perspectives de l'économie mondiale, sur la lutte des classes en Europe et le développement de nouvelles formations des travailleurs ou encore la construction de notre internationale tandis que la situation en Asie, en Amérique Latine et au Moyen-Orient ont été discutés dans des commissions spécifiques. De plus petites sessions ont été consacrées au changement climatique, à la lutte des classes passée et à venir aux USA, à la lutte contre le racisme, à la crise de 1929, à l'art et la révolution, etc. Un meeting à l'occasion du 70e anniversaire de la fondation de la quatrième internationale par Trotsky a aussi pris place durant la semaine.

Nous sommes repartis de là avec une volonté renforcée de lutter contre le capitalisme, nos armes idéologiques aiguisées pour intervenir dans les luttes qui nous font face. Plus que jamais, l'avenir de l'humanité, selon les termes de Rosa Luxembourg, se résume au choix entre le socialisme et la barbarie. Nous ferons tout pour que le socialisme soit l'avenir du genre humain et que la planète entière soit débarrassée de l'exploitation capitaliste.

Discussions intenses prévues pour la Gauche révolutionnaire à l'automne

Comme tous les ans, la Gauche révolutionnaire se retrouve, soit en congrès, soit en AG, pour faire le point sur son analyse de la situation politique, économique et sociale et sur les perspectives qu'elle peut tracer. La prochaine AG nationale de la Gauche révolutionnaire se tiendra les 1er et 2 novembre 2008. Cette AG nationale a pour tâche de préparer politiquement l'organisation pour les prochains mois qui promettent d'être intenses et peut être explosifs.

Dans la partie consacrée aux perspectives, la crise économique tiendra une position centrale, de même que l'instabilité sociale et économique qui en découle et la manière dont ces deux aspects interagissent et se renforcent. Les profits ont augmenté avec des salaires gigantesques pour les PDG du CAC 40 et diminutions d'impôts pour les plus riches et la charge de travail devient immense ainsi que la flexibilité et la perte de pouvoir d'achat pour l'immense majorité de la population.

Les grèves qui ont lieu ou s'annoncent en sont la conséquence. La classe capitaliste doit maintenant tenir compte d'une nouvelle résistance des travailleurs qui commencent à prendre conscience de leurs propres forces.

Sur le plan politique, les tensions économiques se sont traduites par une accélération des attaques contre les travailleurs et les jeunes. La politique de

Sarkozy depuis son élection en est l'illustration. Et les partis soit disant de gauche comme le PS ne représente pas une réelle opposition pour les travailleurs, les jeunes, les retraités ou les chômeurs. C'est en de tels moments que des initiatives doivent être tentées pour redonner aux travailleurs et aux jeunes les moyens de s'organiser pour lutter en essayant de construire un outil, un nouveau parti combatif des travailleurs et des jeunes contre Sarkozy et les capitalistes. C'est avec cet objectif que la Gauche révolutionnaire participe au processus initié par la LCR du Nouveau parti anticapitaliste (NPA). Lors de notre AG, on évaluera la capacité que le NPA aura à se construire dans la période notamment en direction des travailleurs qui regardent ce que dit Olivier Besancenot et en direction des syndicalistes combatifs. Et on discutera des propositions que nous y faisons et ferons notamment en préparation du congrès national prévu du NPA en janvier 2009.

Une autre partie de nos débats sera centrée sur notre construction et notamment le recrutement de nouveaux membres et la consolidation des plus récents pour avoir ainsi l'occasion qu'ils prennent davantage de responsabilités. Il est aussi très important que nous puissions continuer à être présents dans la jeunesse, avec les travailleurs de demain.

Notre AG nationale aura pour but de consolider à travers un programme de plus en plus précis et donc des discussions plus intenses, notre volonté de mener le combat avec le mouvement ouvrier pour le socialisme.

Leila Messaoudi

Vous pouvez nous soutenir, prendre contact, ... ou rejoindre la Gauche révolutionnaire !

Chaque numéro de l'Egalité vous offre un regard nouveau sur l'actualité aussi bien sur le plan international que sur le plan national. Nous ne sommes toutefois pas des observateurs extérieurs, mais bien des participants actifs dans les mouvements de lutte comme dans le combat quotidien des travailleurs pour se construire un avenir sans misère ni guerres ni exploitation. En ce sens, nous choisissons systématiquement le côté des ouvriers, des jeunes, des retraités, des chômeurs, ... dans nos articles et interventions.

La Gauche révolutionnaire est active dans de nombreux domaines. Notre journal l'Egalité, notre site Web <http://www.gr-socialisme.org/>, sont le produit de nos idées, mais sont aussi des moyens de les diffuser et d'argumenter pour elles. Sur le plan international, nous faisons partie du Committee for a Workers' International (CWI, Comité pour une Internationale Ouvrière), qui a des sections dans plus de 35 pays sur tous les continents : <http://socialistworld.net/>

Malgré notre petite taille, nombreux sont ceux qui achètent notre journal lors de nos tables de presse dans la rue ou visitent le site pour y trouver des analyses, des critiques, des propositions réellement socialistes. Nous voulons demander à nos lecteurs de ne pas simplement suivre passivement nos activités, mais au contraire de fournir une contribution au développement de l'organisation qui est derrière.

Comment ce soutien peut-il se faire? Cela peut bien entendu prendre différentes formes selon vos propres possibilités : en nous soutenant financièrement pour nous permettre de mener au mieux nos campagnes, en proposant des idées d'articles (en les envoyant à grcontact@hotmail.com), en prenant contact avec nos sections locales pour être informés de nos activités ou en prenant un abonnement à notre journal l'Egalité. Vous pouvez également demander une discussion individuelle avec un(e) de nos militant(e)s et pouvez bien évidemment devenir membre de la Gauche révolutionnaire.

Participez au fonds de lutte de 2500 € du dernier trimestre 2008 !

Nous voulons mettre l'accent sur la nécessité du soutien financier pour que nous puissions développer nos idées et les moyens de les diffuser. Nous cherchons à être présents le plus souvent possible partout en France, et notamment dans les moments cruciaux de la situation politique (luttes des travailleurs et des jeunes, initiatives pour la création d'un nouveau parti des travailleurs, élections, mobilisations contre la guerre, ...) Nous ne recevons aucune subvention de l'Etat ou de quelconques organismes. Nous fonctionnons avec des finances qui sont le reflet de notre activité militante. La Gauche révolutionnaire se construit sur la base des cotisations et dons des sympathisants et des membres. C'est ainsi que nous avons la possibilité d'avoir un local national depuis 1 an et demi. Cet été grâce à la vente de T-shirts "Résistance contre le capitalisme et le racisme" et à une tombola que nous avons organisée lors de l'école d'été européenne du CIO, nous avons pu récolter plus de deux loyers pour notre centre.

Notre fonds de lutte est l'argent nécessaire à notre existence, c'est à dire à la publication de nos tracts, brochures, suppléments et à nos déplacements. Nous avons ainsi pu produire notre premier livre sur Mai 68 au printemps dernier. N'hésitez pas à le commander ainsi que tout autre matériel. Quand nous le pouvons, nous organisons aussi, des activités financières propres comme la participation à des foires à tout dont les bénéfices vont à notre fonds de lutte, des ventes de sifflets dans des festivals ou marchés... A chaque numéro de l'Egalité, vous pouvez d'ailleurs suivre l'évolution du fonds de lutte dans chacune de nos sections à l'aide d'un graphique.

Contribuez dès maintenant !

La grande part de ce fonds de lutte vient des dons des sympathisants et des membres. Un don unique est très certainement le bienvenu, n'hésitez pas. Mais pourquoi ne pas faire un virement régulier permanent et, ainsi, nous donner chaque mois 2, 5, 10, 20, ... euros? De semblables revenus, fixes, aussi limités soient-ils, nous offrent une stabilité ainsi qu'une sécurité financière. Nous pouvons de cette manière continuer à construire une alternative socialiste.

L.M

Sur le net :

www.gr-socialisme.org

Si tu es anticapitaliste, antiraciste, antisexiste...

contacte nous, rejoins nous !

Fixe : 09.54.79.19.17

National - Alex 06.14.90.66.91

Rouen - Leïla 06.14.07.45.19

Paris - Jacques 01.47.21.07.90

Le Havre - Olivier 06.72.94.66.02

Nancy - Yann 06.08.06.72.13

Nord - Faustine 06.28.05.11.00

"Les Amis de l'Egalité"

82, rue Jeanne d'Arc
centre 166
76000 Rouen

grcontact@hotmail.com

VERSEZ AU FOND DE LUTTE

- Je soutiens en versant euros en chèque (à l'ordre de VJE)
 Je soutiens en versant euros par virement
compte bancaire VJE BRED n°FR76 1010 7003 7000 2327 0076 061

Nom : Prénom :

Adresse :

Téléphone : e.mail :

Jeunesse & socialisme



“La jeunesse est la flamme de la révolution” (Karl Liebknecht)

Lycées : préparons la riposte contre Sarkozy et Darcos !

On se souvient de la colère des profs puis des lycéens en mai dernier après les suppressions de postes dans l'Education Nationale, la suppression du BEP, le passage du bac pro en deux ans au lieu de trois. Les manifestations avaient par exemple rassemblé plus de 40000 lycéens dans les rues de Paris, soutenues ensuite dans de nombreuses villes de province.

Ce n'était donc pas l'envie qui manquait comme l'ont prétendu les directions syndicales et les pseudo syndicats lycéens, non-élus, mais bien la crainte d'un mouvement d'une ampleur qui les dépasserait qui nous a menés droit à l'échec. Nous n'oublierons pas la trahison de la FIDL, de l'UNL et de la JC lorsqu'ils ont tenté de saboter le mouvement en nous appelant à l'arrêter le 22 mai et

même plus tôt dans certaines villes. Nous n'oublions pas non plus comment les syndicats des travailleurs ont tenté de nous désunir en détachant nos luttes des leurs, laissant tout d'abord les lycéens seuls puis, sous la contrainte, en organisant des manifestations aux revendications soigneusement détachées de la question des suppressions de postes. Pourtant le seul moyen de gagner était d'appeler à plusieurs journées de grèves mêlant travailleurs du public, du privé, étudiants et lycéens et surtout pas d'appeler à des manifestations pour les retraités uniquement ! Cela aurait sûrement mis une pression suffisante pour faire reculer le gouvernement.

Mais notre division a bien fait rire Sarkozy et ses sous-fifres, comme il l'a souligné en promettant de continuer sur sa lancée et en annonçant de nouvelles suppressions. Pour ce qui est des attaques contre les services publics on peut lui faire confiance pour tenir parole. En effet, ces suppressions ne sont pas suffisantes : pour tenter de rentabiliser au maximum l'éducation, il nous prive encore de 13500 postes pour la rentrée 2009 alors que nous sommes déjà 36 dans certaines classes comme toutes les 1ères S du lycée Flaubert à Rouen cette année. Mais le pire reste encore à venir. Toujours dans le but de favoriser la création

d'une élite et de créer plus de travailleurs sans ou avec peu de diplômes, facilement exploitables (suppression du BEP, bac pro en 3 ans) Sarkozy et Darcos prévoient une réforme du bac, supprimant les filières S, ES et L et créant un bac unique. La sélection se fera alors par les options qui ne seront disponibles que dans certains lycées des quartiers aisés. Ils prévoient aussi la création de "lycées de l'excellence" dans les banlieues. Les élèves qui auront montré leur "mérite" au collège pourront accéder à des lycées d'excellence proposant plus d'options et un meilleur niveau, sabotant ainsi les autres lycées du secteur en n'y laissant que les élèves ayant un moins bon niveau. Mais d'une manière générale, les élèves qui réussissent au collège sont souvent les plus aisés, les plus aidés par leur parents, et les autres ont moins de chance pour montrer de quoi ils sont capables.

Et pour imposer tout cela Sarkozy, son gouvernement et les partis traditionnels sont tombés d'accord sans problème. Ils se sont unis et face à eux, nous n'avons aucune chance chacun de notre côté.



Les travailleurs et les étudiants sont plus faibles sans les lycées et inversement. Nous ne ferons pas craquer Darcos sans nous y mettre tous ! Ne laissons pas les directions syndicales saboter notre union.

Alex Lecoq

Quel avenir pour l'Université ?

Gâce au mouvement lycéen, les attaques sur l'éducation ont été un peu médiatisées en ce qui concerne les suppressions de postes, d'options et du BEP, mais personne ne parle de ce qui est en train de se passer sur les universités. Après le système LMD qui permet la marchandisation de l'enseignement supérieur, la LRU qui enclenche la privatisation des universités, on a maintenant le "plan campus", nouvelle opération du gouvernement Sarkozy. Ce plan campus sera opérationnel début 2009. C'est une accélération des mesures allant vers la privatisation

Il consiste à sélectionner dix projets universitaires (qui regroupent des universités et des écoles avec un projet commun) en France pour leur donner beaucoup plus de moyens et en faire des pôles de recherche "compétitifs" à l'échelle mondiale. Ce projet est financé par le produit de la vente de 3 % du capital d'EDF (environ 5 milliards d'euros). Les dix campus sélectionnés sont à Bordeaux, Lyon, Strasbourg, Montpellier, Grenoble, Toulouse, Aix-Marseille, Campus Condorcet Paris-Aubervilliers, campus de Saclay et Paris intra-muros (suite à une évaluation des besoins, et non à un dossier présenté). Anne-Marie Idrac ex-présidente de la SNCF et Gilles Pélisson directeur général du groupe Accor faisaient par exemple partie du groupe de sélection. Et oui, avec la LRU, le financement des universités se fera de plus en plus par les entreprises. Elles auront donc la main mise sur les formations et décideront de fermer ou pas les filières rentables ou non. Ce plan campus, dans la continuité des autres réformes, a pour but de réserver les hautes études aux plus riches (augmentation des frais d'inscription...) qui seront dans ces super-campus à l'américaine et de renvoyer les autres dans les licences professionnelles ou dans les futurs lycées des métiers (fonctionnement CFA).

Sélection et fermetures de filières

L'avenir des universités ou IUT non sélectionnés est sombre : la plupart seront de moins en moins subventionnés car

l'État attribuera ses subventions en fonction du nombre de brevets déposés, de publications etc. pas en fonction du nombre d'élèves. Les moins subventionnées seront celles qui ont le moins de moyens à la base. Celles qui ne fermeront pas auront des formations courtes axées sur les besoins locaux des entreprises avec de multiples stages... A terme pour les étudiants, faible qualification, faible salaire et pas d'équivalence dans les diplômes. La plupart des filières non utiles aux entreprises seront fermées. Le ministère parle déjà de passer les 43 types de formations à 2 ! (sciences, et lettres/sciences humaines et sociales) La sélection pour entrer dans les super-campus se fera avec l'orientation active et bien sûr avec les frais d'inscriptions qui augmenteront malgré ce que peut annoncer le gouvernement ou les promesses de l'UNEF pendant la LRU. Cela a déjà commencé par exemple à Dauphine où les frais d'inscriptions ont quadruplé cette année passant à 1650 ou 3000 euros selon l'année d'étude. Le ministère a beau prétendre fixer les frais d'inscriptions, la réalité est toute autre et les universités financées par des fondations privées peuvent demander des "dons" à celles-ci sans augmenter les frais par exemple. Une misère pour les étudiants d'autant plus que la hausse des bourses annoncée reste insuffisante car inférieure à l'inflation de 3,3 % et cette année il y a eu la suppression de l'allocation pour l'installation étudiante (Aline). Le système boursier est également en danger car l'état souhaite se désengager du financement des universités et supprimer les bourses lui permettrait de faire des économies et permettrait aux universités de pouvoir augmenter les frais d'inscriptions. Pour l'instant, ce n'est pas prévu, mais on peut s'attendre à ce que l'État demande à être remboursé après les études ou à ce qu'on travaille l'été pour lui comme dans certains pays.

Construire la lutte

Face à tout cela, aucun parti ni aucun syndicat ne souhaite se confronter au gouvernement et le faire reculer. Il ne faut pas refaire les erreurs de la LRU ou d'autres mouvements. Ne pas aller trop vite dans l'action chez les militants (blocage etc.) alors que beaucoup d'étudiants ne savent pas ce qui se passe ou croire encore qu'un mouvement étudiant pourrait gagner tout seul face à ce gouvernement. Il faudrait dès la rentrée lancer une campagne d'information chez les étudiants sur l'avenir de la fac et commencer à préparer une lutte commune avec les lycéens et les travailleurs pour que cette fois tous les secteurs soient unis pour lutter face à Sarkozy.

Matthias Louis

Etats-Unis : grève étudiante contre la Convention Républicaine

Du 1er au 4 septembre, des centaines d'étudiants de Minneapolis se sont mis en grève et ont manifesté à plus de 10 000 lors du dernier jour de la Convention Républicaine pour exiger la fin de la guerre pétrolière lancée par Bush & Co.



Malgré la répression et l'intimidation policières (interdiction de manifester après 17h, zone interdite de manifestation, arrestation de 400 manifestants, dont 20 journalistes !), cette mobilisation a été un succès.

Socialist Alternative (section du CIO aux Etats-Unis) a largement participé à l'organisation de cette journée d'action avec YAWR (Jeunes Contre la Guerre et le Racisme, qui se bat notamment contre le recrutement dans les écoles). Cette grève a pour message l'opposition à la guerre d'Irak, mais aussi la lutte contre les Etats-Unis des corporations et les deux partis du "big business", car beaucoup soulignent le rôle du parti Démocrate dans cette guerre. D'autre part, elle est aussi une avancée dans la construction de la campagne "Armée Sans Soldats" qui mène la lutte contre le recrutement dans les lycées, et qui a déjà obtenu la destitution de plusieurs recruteurs militaires sur certains campus en mai.

Cécile Rimboud



Troupes impérialistes hors d'Afghanistan !

La mort de 10 soldats français en Afghanistan le 18 août dernier a donné lieu à des gesticulations hypocrites de la part du gouvernement, des hommes politiques institutionnels en général et des médias, feignant de découvrir que lors d'une guerre (d'occupation) des soldats pouvaient mourir !

Bien évidemment, ce malheureux épisode d'une sale guerre, a permis à Sarkozy, Morin et Kouchner de se montrer et de faire un peu plus de propagande sur le thème de la juste guerre contre le terrorisme. Mais en réalité, il est clair que cette guerre n'a rien à voir avec la libération du peuple afghan, en butte aux talibans ou avec la protection des «peuples occidentaux». En effet, l'occupation de l'Afghanistan, comme celle de l'Irak ou la politique impérialiste en général dans cette région du monde, renforce les organisations de fous de dieu de toute obédience aussi réactionnaires que sanguinaires (Est-il besoin de rappeler d'ailleurs, que la plupart de ces organisations furent créées et financées généralement par les gouvernements occidentaux pour lutter contre l'influence et les positions de la bureaucratie soviétique dans ces régions lors de la Guerre Froide ?).

Le prétexte de la guerre contre le "terrorisme"

En effet, les exactions des troupes d'occupation, les attaques et les bombardements depuis 2001, ont fait au moins 30 000 victimes en Afghanistan, essentiellement civiles et les «bavures» occidentales semblent se multiplier ces derniers temps, y compris au Pakistan voisin... Parallèlement, la situation des Afghans est loin des promesses des gouvernements impérialistes qui servent aussi de prétexte à l'invasion du pays et à la mise en place d'un gouvernement fantoche aux ordres : la pauvreté et le sous-développement continuent de se répandre. Les promesses d'aide financière pour la reconstruction du pays,

nécessaire à cause de la destruction des infrastructures suite aux bombardements, auxquels l'aviation française a largement participé, n'ont pas été tenues : 10 milliards de dollars sur les 25 promis n'ont pas été versés, et 40% de l'argent versé repartent vers les donateurs. Il n'est donc pas étonnant que les Afghans rejettent de plus en plus les forces impérialistes et se tournent à nouveau vers ces talibans qui luttent contre les occupants, d'autant qu'il n'y a pas d'autres organisations qui pourraient leur apporter une véritable perspective de libération, qui ne résiderait pas dans l'intégrisme religieux.

L'impérialisme est perçu avec raison par les peuples de ces pays comme une agression de la part des Etats capitalistes. La colère, le sentiment d'impuissance et le manque de perspectives sont les ferments du terrorisme. Alors loin d'éteindre le feu, en occupant l'Afghanistan, les gouvernements occidentaux, jouent aux pompiers pyromanes, incapables de maîtriser l'embrasement qu'ils ont provoqué. Là-bas comme ici, ce sont les travailleurs et les peuples qui subissent les conséquences des politiques impérialistes et du capitalisme, dont le seul objectif est la domination économique et géopolitique de la région au profit des multinationales et de la bourgeoisie.

Pour un mouvement ouvrier et paysan indépendant en Afghanistan

L'occupation de l'Afghanistan n'est donc pas une solution. Les gouvernements au service des capitalistes ne peuvent pas apporter une solution aux Afghans, si tant est qu'ils puissent le souhaiter : on sait très bien que les capitalistes et leurs gouvernements savent soutenir les dictateurs et les régimes les plus sanguinaires quand c'est dans leurs intérêts. Dans ce cas, l'émancipation des peuples ne pèse plus lourd face aux intérêts des multinationales. Non, la solution viendra des peuples eux-mêmes : les Afghans doivent s'organiser de façon indépendante face aux forces d'occupations, aux talibans et aux seigneurs de guerre régionaux qui font régner la terreur, afin de mener une politique au service du peuple, des paysans pauvres et de la classe ouvrière.

Yann Venier



La guerre en Afghanistan a causé plus de 25 000 morts et deux fois plus de blessés, et détruit des villages entiers : ce sont les populations civiles qui paient le prix de cette guerre d'occupation. Mais ce n'est que le mois dernier que l'armée française a découvert que la guerre pouvait tuer ; et Sarkozy verse des larmes de crocodile sur les soldats français tués alors que lors de sa campagne présidentielle il s'était engagé à retirer les troupes d'Afghanistan. (AFP)

Ossétie de sud : une poudrière aux portes de l'Europe.

L'orage géorgien du mois d'août s'apaise, mais Ossètes et Géorgiens souffrent encore, même si les déclarations se font moins agressives.

Rappel des faits : le président géorgien Saakashvili, pion des États-Unis, envoie ses troupes pour maintenir l'ordre en Ossétie du Sud. La Russie riposte, envahit la région et s'enfoncé en Géorgie. Elle jure intervenir pour la paix ; les Occidentaux crient au scandale et à l'invasion. Dmitri Medvedev reconnaît, dans la foulée, l'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie. L'union européenne brandit la menace de sanctions mais ne fait rien. L'armée russe est sans doute encore en Ossétie du Sud et la population est terrorisée.

C'est un profond changement de l'ordre mondial qui s'opère violemment. L'impérialisme russe veut retrouver l'influence perdue avec la fin du stalinisme et les occidentaux veulent contrôler ces nouveaux pays. D'où l'épisode d'indépendance du Kosovo de février pour déstabiliser la Serbie pro russe. Saakashvili s'est délibérément tourné vers les États-Unis, comme d'autres pays de l'ex URSS, en autorisant des exercices militaires US sur son sol, dans l'espoir d'intégrer l'OTAN.

Le conflit géorgien est un problème parmi d'autres présents et futurs au Caucase. La mainmise sur les oléoducs de gaz et de pétrole en direction de l'Europe est en jeu. Les travailleurs n'ont rien à gagner dans ces conflits. Bien au contraire : les capitalistes de tous poils exacerbent les conflits ethniques pour servir leurs stratégies. En Russie, une campagne raciste lancée contre les immigrés géorgiens s'est soldée par des centaines d'expulsions.

En novembre 2007 les dirigeants géorgiens ont envoyé l'armée et la police contre des manifestants et déclaré l'état d'urgence à Tbilissi. Chercher à savoir qui a frappé le premier est une perte de temps pour les travailleurs. L'hypocrisie est telle chez les gouvernants que la Russie reconnaît l'indépendance de deux pays après avoir écrasé dans le sang la Tchétchénie, et que les Occidentaux s'opposent à l'auto-détermination de deux régions après avoir soutenu celle du Kosovo. Les expériences de «maintien de paix» du Rwanda, des Balkans, de l'Irak... sont chaotiques mais prévisibles : les contingents armés sont envoyés pour défendre les intérêts des gouvernements impérialistes. Le drame des pays de l'ex URSS est qu'il n'existait pas d'organisations de travailleurs avec un programme pour en finir avec le stalinisme et le capitalisme qui s'est imposé sans aucun contre pouvoir. Et les rapports internationaux entre capitalistes n'ont qu'une visée : dominer l'autre camp pour profiter de ses richesses. Tant que le capitalisme est maintenu dans le Caucase, les peuples resteront divisés et les conflits de la région seront de plus en plus durs avec l'approfondissement de la crise. L'auto-détermination d'un peuple peut être basée sur les droits des travailleurs et des pauvres et à décider où ils souhaitent vivre. Si celle-ci est décrétée par un gouvernement avec une imposante force de frappe, c'est l'enfer. Mais cette auto-détermination pour, et par les travailleurs, ne se réalisera qu'avec des organisations multi-ethniques sous contrôle des travailleurs et des pauvres et qui les défendent quelle que soit la nationalité. C'est important de réclamer l'arrêt des opérations militaires et le retrait des troupes d'Ossétie du Sud, ça l'est encore plus de construire ces organisations qui s'attaqueront aux enjeux directs des conflits en nationalisant et plaçant sous le contrôle du peuple de ces régions les oléoducs et les richesses ; et qui, groupés dans une fédération démocratique socialiste du Caucase s'attaqueront efficacement au capitalisme meurtrier.

Luc de Chivré

Au-delà des mots, Obama veut-il réellement changer les choses?

La campagne pour les élections présidentielles en novembre d'Obama a le vent en poupe : 75 % des Américains ne sont pas satisfaits de la politique du président actuel. Obama répond à un ardent désir de changement. Sa campagne a déjà mobilisé des millions de jeunes, travailleurs et afro-américains sur base d'un enthousiasme d'élire le premier président noir.

Obama se présente comme le candidat qui défi l'establishment de Washington. Si on regarde au-delà de la rhétorique, on peut constater qu'il a des liens étroits avec les grandes entreprises. Une fois élu, il continuera la politique de l'establishment. Il a rompu sa promesse d'utiliser uniquement des fonds «publics» pour financer sa campagne. La grosse partie des fonds est rassemblée par des collecteurs de fonds liés au monde des entreprises, des lobbyistes, des managers et des personnalités des banques d'investissements (Goldman Sachs, Citigroup) et du secteur immobilier.

La situation économique est toujours le thème qui mobilise le plus les électeurs aux E.U.

Beaucoup de gens espèrent des mesures contre la baisse des salaires et du pouvoir d'achat, contre la perte d'emplois et la flambée des prix des soins de santé et de l'énergie. Obama refuse de s'opposer à la vente publique des maisons des victimes de la crise immobilière ou de bloquer les intérêts des prêts hypothécaires (en 2008, 2,5 millions d'Américains auront perdu leur maison). Il a voté contre une proposition de loi pour diminuer les intérêts sur les cartes de crédit de 30% et il s'oppose à plus de contrôle sur les banques commerciales. Sur la chaîne de télévision CNBC,

Obama affirme qu'il est pour la croissance et le libre marché. Le chef de son équipe économique, Jason Furman, est un ancien collaborateur de Wall-Mart, la plus grande chaîne de grande surface, qui a une longue histoire de lutte contre les syndicats.

Pendant qu'Obama déclarait qu'il était contre l'invasion de l'Irak, il votait pour les rallonges des crédits de guerre proposés par le gouvernement. Il promet de retirer toutes les troupes de combat dans les 16 mois et de laisser 60000 à 90000 soldats sur place. Mais récemment, il a déclaré être prêt à revoir le calendrier de retrait des troupes. Pour renforcer l'occupation en Afghanistan, Obama veut y envoyer 10000 soldats supplémentaires. Il veut maintenir le budget de défense à plus de 600 milliards de dollars (plus que les dépenses militaires de tous les autres pays combinés). Au gouvernement israélien, il a promis 30 milliards de soutien pour que le gouvernement puisse continuer l'oppression du peuple palestinien et a donné son soutien au plan d'annexion de Jérusalem-Est.

En matière politique énergétique, «l'alternative» d'Obama se limite à obtenir et rassurer des subventions massives et des tarifs protégés pour l'éthanol, rassurant surtout les bénéficiaires de l'agro-industrie, dont une entreprise importante Archer Daniels Midland qui est établie en Illinois, l'état où est élu Obama. Il reçoit beaucoup de soutien du lobby du nucléaire et il prend la France comme exemple en matière d'indépendance énergétique.

Comme en 2000 et en 2004 Ralph Nader se présente à l'élection présidentielle. Contrairement à Obama et mac Cain, il défend le retrait des troupes de l'Irak, s'oppose aux multinationales, défend un salaire décent pour tous, un système de services de santé universel.

Une partie de la population (des jeunes radicalisés, des travailleurs), peut voir en lui un candidat permettant de s'opposer au système capitaliste qui ne sert que les intérêts des riches.

Mais Nader, n'utilisera pas de campagne pour un nouveau parti des travailleurs, nos camarades de socialist alternative apportent un soutien critique à sa candidature.

Stef Sälien

Pologne

50.000 participants à la plus grande manifestation depuis les années '90. Pour la défense du Code du travail et une grève générale d'une journée !

Vendredi passé, Varsovie a été à l'arrêt durant de nombreuses heures en conséquence des 50.000 travailleurs qui ont manifesté sous une pluie torrentielle.

La manifestation avait été organisée par le syndicat Solidarité, sous le slogan du Forum social mondial: "du travail décent pour une vie décente." Les revendications portaient sur une augmentation du salaire minimum et s'opposaient également au gouvernement qui veut modifier le Code du travail et supprimer le droit à la retraite anticipée pour beaucoup de travailleurs. Toutes ces exigences avaient déjà été mises en avant lors d'une manifestation plus petite à l'initiative du syndicat Aoit 80 en juin dernier.

Selon la police, il y avait seulement 18.000 participants à la manifestation, mais il est certain que beaucoup plus de personnes étaient là, au moins 50.000. L'énorme place Pilsudski débordait de gens et quand les derniers manifestants ont finalement quitté cette place, la tête du cortège avait

déjà atteint les bureaux du Premier Ministre, à environ 4 kilomètres de distance, en occupant toute la largeur de la route !

L'augmentation des prix de la nourriture et de l'énergie forcent des milliers de travailleurs à entrer en lutte pour des augmentations salariales. Comme le chômage a diminué ces dernières années, une certaine confiance et combativité est présente parmi les travailleurs. D'autre part, le gouvernement prévoit l'introduction d'une série de "réformes" néolibérales et d'attaques contre les droits des travailleurs, notamment en voulant autoriser aux patrons d'organiser des lockouts. Ce sont là les ingrédients d'une croissance de la lutte des classes en Pologne. La taille de la manifestation de vendredi dernier est une réflexion de cela et prouve aussi que la direction de Solidarité a été forcée d'organiser la manifestation par l'atmosphère qui vit à la base.

Des travailleurs de tous les branches économiques

Les mineurs, sidérurgistes et ouvriers de chantiers navals étaient particulièrement représentés, comme d'habitude, mais beaucoup de travailleurs d'entreprises privées et de jeunes travailleurs

étaient aussi présents, en particulier des travailleuses âgées d'une vingtaine ou d'une trentaine d'années, qui ont composé 50% de certaines délégations. Au vu de la taille des délégations de quelques usines, la production était probablement à l'arrêt à beaucoup d'endroits. Récemment, Solidarité a recruté beaucoup de nouveaux travailleurs du secteur privé. C'est une nouvelle et fraîche couche qui, dans beaucoup de cas, entre en lutte pour la première fois.

Même si quelques néo-fascistes étaient présents à la manifestation et si quelques délégations de travailleurs portaient des banderoles avec des slogans nationalistes, ce serait une erreur de considérer Solidarité comme une masse réactionnaire homogène, comme la majeure partie de la gauche polonaise le fait.

Cependant, certaines des banderoles ont illustré les courants contradictoires actuels parmi les travailleurs polonais. Quelques slogans de bannière ont fait à référence au "peuple travailleur" mais une banderole d'une entreprise sidérurgique déclarait : "N'attaquez pas le Code du travail ou les Polonais vous attaqueront." En remplaçant "Polonais" par "travailleurs", cela aurait été un excellent slogan ! Malheureusement, beaucoup de

membres de Solidarité s'identifient d'abord comme Polonais et pas comme travailleurs en raison du poison nationaliste qui leur a été donné durant des années.

Pendant la journée de protestation, la direction de Solidarité n'a offert aucune perspective. A la fin de la marche, il n'y avait pas de prise de parole, les délégations étaient simplement invitées à rentrer chez elles. Dans l'édition spéciale du journal de Solidarité, distribuée pendant la démonstration, le responsable de Solidarité pour la région de Danzig déclarait même qu'ils luttaient pour une privatisation plus rapide des trois chantiers navals qui sont en faillite !

Paul Newbery, Groupe pour un Parti Ouvrier (CIO-Pologne).



Italie : Tournant à gauche pour le PRC ?

Les délégués du septième congrès de Rifondazione Comunista, ont en effet déposé l'ancienne direction Bertinotti-Vendola, en donnant la majorité à la plateforme unitaire menée par Paolo Ferrero.

C'est une nouvelle claque pour l'aile droite de ce parti, après l'échec électoral majeur en avril dernier (l'alliance de l'Arcobaleno n'ayant qu'à peine rassemblé 3 % des votes).

C'est surtout la marque du refus, à la base du parti, de la politique de participation au gouvernement capitaliste Prodi, et de la ligne Vendola (le dauphin de Bertinotti), qui programmait de sa plateforme la dissolution de Rifondazione dans une alliance où le communisme ne serait qu'une "tendance culturelle" parmi d'autres.

Vers un nouveau PRC anticapitaliste ?

Cette victoire de l'aile gauche a aussitôt été porteuse d'espoir au sein du PRC. Bertinotti à la fin du congrès n'a-t-il pas parlé de "spectacle horrible" en désignant les délégués chantant l'Internationale, Bandiera Rossa et Bella Ciao ?

Le document final du congrès notifie l'arrêt de la politique de collaboration nationale avec le Parti démocrate. Il lie également la relance du PRC au soutien et au développement des luttes économiques et sociales contre le gouvernement Berlusconi et déclare que pour les prochaines élections européennes, le parti doit se présenter sous ses propres couleurs et emblèmes, le marteau et la faucille.

Néanmoins, Ferrero, le nouveau secrétaire national, a été ministre sous Prodi. Et même s'il dénonce maintenant l'ancienne collaboration avec le PD à une échelle nationale, il ne récusé pas une future alliance avec un Parti démocrate nouvelle mouture, puisqu'il déclare toujours refuser une alliance avec "ce parti démocrate" : c'est une porte ouverte à une politique de compromission en échange de quelques miettes au goût de gauche. Et à

une échelle locale, il préconise le cas par cas, alors que le PD dans de nombreuses villes italiennes n'hésite pas à mener des politiques de casse des acquis sociaux. D'autre part, ce parti ne part pas de zéro. Il n'est pas neuf aux yeux de beaucoup de jeunes et de travailleurs, qui n'ont pas oublié ses trahisons. Et l'aile droite, qu'elle scissionne ou pas, va être une arme dans les mains de la bourgeoisie pour décrédibiliser toute possibilité de former un parti ouvrier indépendant.

La bataille vient donc juste de commencer. Mais ceci confirme la justesse de la ligne de notre internationale, le CIO, qui avait analysé que la tâche actuelle des marxistes était de rester dans le PRC pour y défendre le programme socialiste au lieu d'en partir prématurément comme l'ont fait d'autres groupes.

Car si elle n'est qu'une première étape, cette victoire de l'aile gauche pourrait cependant être le tremplin pour attirer des jeunes, des syndicalistes, des travailleurs encore inorganisés... pour créer un véritable parti anticapitaliste implanté dans les entreprises, les fachs et les quartiers, proposant à la fois une stratégie de lutte contre les attaques des capitalistes et de Berlusconi et un programme de renversement du système capitaliste pour construire le socialisme.

Geneviève Favre



La Bolivie à un moment crucial

Le 10 août, le président bolivien Evo Morales a remporté un référendum révocatoire par 63% des voix. Il avait remis son mandat en jeu suite à la tentative de sécession des régions les plus riches et le renforcement de l'opposition de droite.

La victoire de Morales est une défaite pour la droite mais ne met pas fin à l'impasse politique du pays. Depuis que Morales a été élu, l'opposition tente de bloquer les réformes.

Les régions de l'Est du pays disposent de réserves de gaz naturel et de pétrole et sont beaucoup plus riches que les régions de l'Ouest, peuplées majoritairement de paysans indigènes. En mai dernier, les gouverneurs de quatre de ces régions (qui possèdent 80% des réserves de gaz et de pétrole) ont organisé des référendums pour leur autonomie pour protéger les intérêts des capitalistes et des propriétaires terriens et les ont remportés (notamment grâce à des groupes fascistes armés qui ont empêché les Indiens d'aller voter). Ces référendums ont été déclarés illégaux mais le clivage entre les deux parties du pays se renforcent et pourrait déboucher sur une guerre civile. Il y a déjà eu des affrontements à coup de pierre entre les partisans de Morales et l'opposition suite à l'annonce du référendum sur une nouvelle constitution et une augmentation des émeutes racistes qui vont jusqu'au meurtre.

Sous la pression de la droite, Morales a voulu désarmer les Ponchos Rojos, un groupe d'indigènes armé. Les Ponchos Rojos avaient joué un rôle décisif dans la "guerre de l'eau" (mouvement contre la privatisation de l'eau en 2003) et ont renversé l'ex-président de droite Gonzalez Sanchez. Ils ont défendu leur droit à être armés alors que Morales compte sur les forces armées régulières. Il a envoyé l'armée pour défendre les administrations publiques et les gisements pétroliers contre les manifestants de l'opposition.

L'Alternative Socialiste révolutionnaire (la section bolivienne du CIO) a

fondé une coordination anti-fasciste à Cochabamba pour lutter contre la réaction contre-révolutionnaire et soutenir le mouvement social. Cette coordination rassemble des organisations ouvrières et des groupes d'indigènes. Les travailleurs boliviens ont besoin que ce type de comités s'implante partout en Bolivie.

L'échéance de décembre

En décembre 2008, le peuple bolivien devra se prononcer sur la nouvelle constitution qui empêche la privatisation des nouvelles ressources naturelles, reconnaît les droits des peuples indigènes et garantit le droit à la nourriture, à l'éducation, à la santé, au logement et à un salaire juste. Elle est progressiste mais sans représenter une rupture avec le capitalisme. Les nationalisations qui ont eu lieu, l'ont été avec indemnisation des grandes entreprises (comme Total) et les entreprises nationalisées ne sont pas sous contrôle ouvrier. La réforme agraire qui devait limiter les propriétés à 5 000 ou 10 000 hectares et redistribuer les terres a été ajournée. Une défaite de ce référendum renforcerait l'opposition de droite. L'Alternative socialiste révolutionnaire apporte un soutien critique à cette constitution.

Une constitution réellement révolutionnaire devrait comporter la nationalisation complète de grandes propriétés et des principales industries et l'instauration d'une économie planifiée démocratiquement. Les droits inscrits dans la nouvelle constitution seront impossibles à mettre en œuvre dans le cadre du capitalisme, tant que les richesses seront concentrées dans les mains d'une poignée et tant que les capitalistes se serviront de la propagande raciste pour diviser la classe ouvrière.

Tiphaine



L'EGALITE

“Le sens réel du mot d'ordre d'égalité ne peut résider que dans l'abolition des classes sociales” LENINE

Journal de la Gauche révolutionnaire

Section française du Comité pour une Internationale ouvrière (CIO / CWI)

Non à la privatisation de La Poste!

Fin août, la transformation de la Poste en statut de société anonyme s'est précisée : l'objectif de la direction de la Poste et du gouvernement est d'ouvrir jusqu'à 20% du capital du groupe public. Le marché postal sera libéralisé en Europe en 2011 et pour la direction il s'agit d'être prêt face à la concurrence.

La libéralisation et la privatisation des services publics en Europe est un enjeu pour les capitalistes depuis une vingtaine d'années. Avec celle du Luxembourg, la Poste en France est le dernier service public postal à ne pas être privé ou libéralisé. Deutsche Post en Allemagne est souvent citée en exemple de libéralisation «réussie». Dans cette entreprise, après dix années de libéralisation, 22.000 emplois ont été perdus. Dans les 900 entreprises privées créées sur le marché de la poste, seuls 13.000 emplois ont été créés.

En Belgique, la Poste a été ouverte au capital avec maintien de la participation de l'Etat. Les délais d'attente dans les bureaux se sont allongés avec des suppressions de personnels, des fermetures de bureaux... Les conditions de travail des postiers se sont aggravées au tri comme à la distribution, avec une flexibilisation des horaires, des cadences infernales et des salaires bas.

La stratégie des gouvernements et des capitalistes depuis 20 ans est grosso modo la même variant selon la réaction des travailleurs de la Poste et des usagers. Au Royaume-uni, Thatcher avait commencé par s'attaquer à la Poste Royale avant d'engager les vagues de privatisation et de casse de l'industrie anglaise. Le service postal britannique avait subi des coupes budgétaires sans précédent. L'annonce de sa privatisation n'a pas soulevé de mobilisation car le service public était alors totalement discrédité aux yeux de la population. Lorsque la résistance des agents de la Poste et des usagers semble plus forte, les stratégies des gouvernements se modifient un peu. Ils prétextent des mauvais résultats financiers, un système trop lourd. Alors, ils morcellent les secteurs en rendant autonomes les secteurs rentables comme le secteur bancaire. Ils créent des filiales autonomes, des statuts de salariés différents et s'allient avec le privé...C'est la tactique employée en Belgique pour la Poste mais aussi pour France telecom ou encore EDF-GDF.

France telecom ou comment privatiser sans le dire

C'est le gouvernement PS de Mitterrand-Rocard qui pose les premières bases de la casse du service public de la Poste et des télécommunications (PTT). La loi Quilès, du nom du ministre, est votée le 2 juillet 1990. Deux établissements publics distincts naissent, La Poste et France Télécom le 1er janvier 1991. France Télécom devient alors un exploitant de droit public, avec un président et une autonomie financière.

C'est encore sous un gouvernement de gauche que France Telecom voit son ouverture de capital, en 1997. Jospin confirme la transformation de l'établissement public en société anonyme. Il promet alors que ce n'est pas une privatisation mais une simple ouverture du capital. Aujourd'hui, en 2008, l'Etat possède 26,7% du capital de France Telecom-Orange ! En septembre 2004, le gouvernement a, en effet, cédé une partie de ses actions pour passer en-dessous de la barre des 50 %. France Télécom est devenue une entreprise

privée, 115 ans après sa nationalisation ! Et pour les travailleurs des telecoms, progressivement, leurs conditions de travail et leur statut se sont dégradés. En 1993, 140 000 personnes y travaillaient, pour l'essentiel des fonctionnaires. En 2006, il restait moins de 80 000 fonctionnaires. La moitié du personnel travaille hors de France et aux conditions de leur pays...A voir le peu d'agences France telecom qui restent, on doute même que ça ait été un service public un jour ! Même histoire pour Air France ouverte au capital par la Gauche plurielle de Jospin et Gayssot. En

ou Terrain, les travailleurs de la Poste dans les bureaux, au tri et à la distribution connaissent des restructurations sans précédent. Il n'y a plus de recrutement de postiers fonctionnaires, des milliers de bureaux de poste sont fermés, 2/3 des centres de tri doivent être fermés ou transformés en plateforme courrier. Regroupés, les postiers du tri doivent faire des dizaines de km pour se rendre sur leur lieu de travail, et ce, nuit et jour !

A la distribution, avec le projet Facteurs d'Avenir, les facteurs doivent s'auto-remplacer. La direction utilise des cadences de tri et de distribution toujours plus élevées pour calculer les tournées. Et elles varient tout au long de la semaine. Les dépassements horaires sont de plus en plus nombreux.

Pour les usagers, le démantèlement du réseau du service public postal est visible. Comme le dit à mots couverts le site internet de la Poste : «L'objectif du maintien de la proximité (règle des 90% de la population de chaque département à moins de 5 km et de 20 minutes d'un point de présence de La Poste), c'est à dire le service public passe par des réponses diversifiées». Ainsi, les 17 004 points de contact ne sont plus obligatoirement des bureaux de Poste mais peuvent être des Agences postales communales et des Relais Poste dans une épicerie par exemple. Les bureaux sont fermés, les horaires réduits et une partie du service public postal transféré au privé. Pour les postiers, cela veut dire des milliers de suppressions d'emplois, travailler sur plusieurs sites et se déplacer par ses propres moyens aux heures de pointe.

Avec la Poste, Sarkozy et Fillon s'en prennent à un service public très implanté. En ville, à la campagne, comme bureau postal, comme banque, avec son facteur de quartier, chaque habitant, chaque travailleur est un usager de la Poste.

Non à la privatisation de la Poste, non aux restructurations et aux fermetures de bureaux ! Pour un véritable service public postal ! Finies les mobilisations isolées, bureau par bureau, centre de tri ou de distribution isolés : préparons la riposte tous ensemble, postiers et usagers ! Infligeons par notre mobilisation une première défaite à Sarkozy et Fillon !

Leïla Messaoudi



Manifestation à Lille pour la défense des services publics, cortège des postiers.

fusionnant avec KLM, elle est devenue privée. L'Etat détient désormais 16% du capital.

Non à la privatisation de la Poste !

La direction de la Poste et les gouvernements ont préparé le terrain pour privatiser. Depuis 2005 une phase d'accélération des attaques a commencé. Le secteur financier est ainsi devenu la Banque Postale. Et avec des noms ronflants comme Cap qualité courrier, Facteurs d'Avenir

**Non aux restructurations et aux fermetures de bureaux !
Tous ensemble, luttons pour des services publics de
qualité, partout et pour tous !**